

# Comment télévez vous?

Belgique-België  
P.P.  
1050 Bruxelles 5  
1/7610

20 août 98

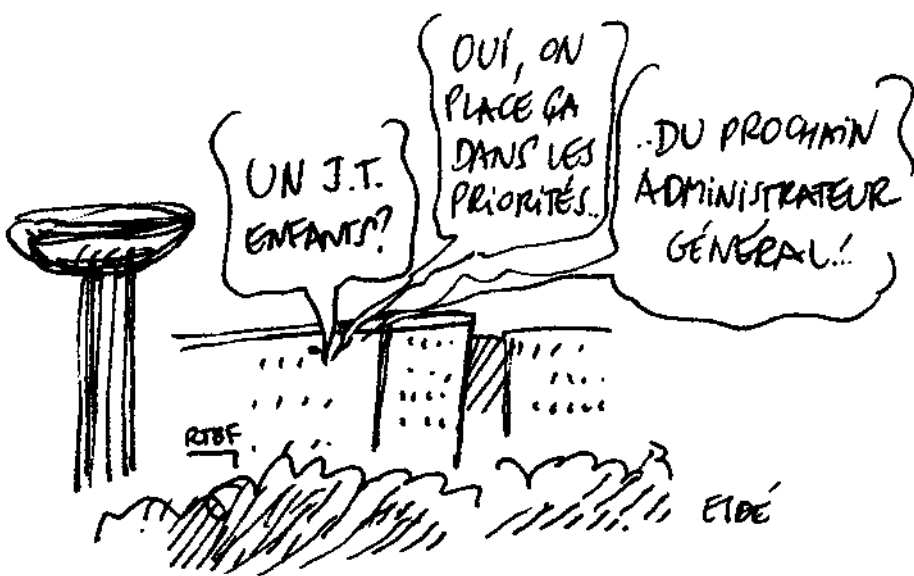
Périodique mensuel de  
l'Association des Téléspectateurs  
Actifs asbl

Bureau de dépôt :  
Bruxelles 5 à 1050 Bruxelles  
Editeur responsable :  
Benoit Goossens

Numéro

42

ATA asbl • Rue Américaine, 106 • 1050 BRUXELLES  
ATA sur Internet : <http://ata.qwentes.be> • E-mail : [ata@qwentes.be](mailto:ata@qwentes.be)



Un dessin catastrophe auquel beaucoup de monde espère échapper.  
Voir en page 3.

## Journalistes reporters d'images

# CONSTERNANT

*Le suspense de la rentrée ne sera pas, hélas, de découvrir si les journaux télévisés de la RTBF et de RTL TVi auront évolué au niveau de leur contenu mais bien de savoir s'ils dureront une demie heure ou une heure et à quelle heure... ils commenceront et se termineront.*

...

Tranche d'info plus longue ? Probablement. Avec beaucoup plus de moyens ? Certainement pas, du moins pour RTL TVi.

La chaîne privée lance les JRI, les Journalistes Reporters d'Images, "la" solution pour réaliser davantage de reportages avec le même volume de personnel. Que les journalistes filment désormais en posant leurs questions, et que les cameramen apprennent à poser des questions. Ces derniers, selon La Libre Belgique des 26 et 27/6/1998, "...ont suivi un stage de dix jours pour apprendre les rudiments du journalisme, réduits au seul aspect formel -comment poser la

voix- à la plus grande consternation de certains vrais journalistes..."

Plusieurs journalistes ont également eu droit à une formation technique. L'un d'entre eux, Pierre Migisha conclut ainsi son témoignage au "Matin" du 4/7/1998 : "...Je reste très sceptique parce que, d'une manière générale, ce ne sera jamais aussi bon qu'un sujet traité à deux".

### PROGRESSIVEMENT...

Bien sûr, au départ, tous les reportages ne subiront pas ce traitement. Certains faits divers assez simples, serviront de premières expériences. Mais, précisément, le rédacteur en chef ne s'est-il pas tenté progressivement de développer cette technique de travail moins coûteuse ?

Indiscutablement, les JRI risquent d'être une entrave sérieuse au journalisme d'investigation et d'explication de l'actualité. Interrogée par La Libre Belgique, la journaliste Marie-Rose Armesto constate : "...Trimballer une caméra d'une dizaine de kilos plus un pied du même poids, les batteries

et le sac micro... Et pendant qu'on gère seule ce matériel, impossible de prendre les contacts et d'être attentive à l'information".

La RTBF, quant à elle, selon Jean-François Dumont qui signe l'enquête de La Libre Belgique, est plus hésitante mais elle a également inscrit la technique des reporters d'images dans ses projets. Elle a même mené quelques expériences discrètes qui se poursuivront de façon plus systématique dans les mois qui viennent. Ici, il ne s'agit pas de filmer au rabais des comptes-rendus de faits-divers, mais le vers semble bien dans le fruit.

### 2x7 = 1x14 !

Gérard Lovérius, directeur de la télévision, déclare ainsi que cette nouvelle technique sera appréciée lorsqu'un magazine pourra être tourné ainsi par un seul journaliste pendant deux semaines plutôt que par un journaliste et un cameraman pendant sept jours... Mais ce ne serait pas la première fois qu'une expérience positive ouvre la voie à une multitude de dérégulations. ■

# ZÉRO POUR KARL

*Ce 27 juillet 1998, Hervé Bourges, le Président du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel français répond à notre courrier du 20 mai 1998.*

•••

Nous portions plainte à propos d'une séquence du Vrai Journal de Karl Zéro diffusé le 15 mars 1998 qui promotionnait le nouveau livre de Karl Zéro... Voici le texte de l'extrait litigieux :

- Philippe, le journaliste :  
Pour terminer, j'ai appris

que tu sortais un livre sur le FN ?

- Karl Zéro : Mais le titre, c'est déjà Farce Nationale, et c'est aux Editions du Rocher, mais je n'ai pas le droit de le dire, donc je ne l'ai pas dit...

- Philippe, le journaliste : C'est bien...

- Karl Zéro : Merci, Philippe.

Dans notre courrier, nous rappelions à Hervé Bourges qu'il nous écrivait, quelques mois plus tôt, qu'il voulait éviter le renouvellement de pareilles irrégularités. Avant Karl Zéro, il y avait eu le livre

de Patrick Sébastien, l'autopromotion des disques de Pascal Sevran ...

"...Pensez-vous vraiment que de simples lettres de rappel à l'ordre des chaînes feront évoluer la situation ? Ne serait-il pas temps d'infliger des amendes conséquentes qui rendraient désormais non rentables pareilles autopromotions ? Vous rendriez ainsi service aux téléspectateurs qui souhaitent découvrir des émissions libérées de toute autopromotion". Voici la réponse d'Hervé Bourges :

---

## CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIOVISUEL

Le Président

SL/ch 4 8 2 0. 9 8

Paris, le **27 JUL. 1998**

Monsieur le Président,

Vous avez saisi le Conseil supérieur de l'audiovisuel d'une plainte à la suite de la diffusion d'une séquence de l'émission le *Vrai Journal de Karl Zéro* sur Canal Plus le 15 mars 1998 au cours de laquelle la promotion de son nouveau livre a été assurée.

Vous rappelez au Conseil vos précédentes interventions, notamment à l'encontre de la promotion par les animateurs de télévision de leurs diverses réalisations.

Dans le cadre de son activité de contrôle des programmes, le Conseil est amené à intervenir lorsqu'il constate des pratiques de publicité clandestine sur les chaînes de télévision.

S'agissant de l'extrait litigieux, il apparaît que la citation du livre «Farce Nationale» de Karl Zéro s'inscrit dans le cadre d'une rubrique consacrée notamment à l'actualité politique, animée par un des journalistes de l'émission qui interroge le présentateur sur sa prochaine publication.

Le Conseil estime la pratique contestable et ne manquera pas de faire part à la chaîne de ses observations sur ce point.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.



Hervé BOURGES

Monsieur Benoit GOOSSENS  
Président  
Association des Téléspectateurs Actifs  
Rue américaine, 106  
1050 BRUXELLES

---

### Notre CSA nous écrit

La lettre envoyée par l'A.T.A. au Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) de la Communauté française, le 6 octobre 1997, a permis à l'instance de régulation d'instruire la plainte relative au tirage au sort effectué par RTL TVi lors de l'émission diffusée pour son 10ème anniversaire.

Ce 4 juin 1998, Mr Guibert de Viron, le secrétaire du CSA, nous écrit pour nous

informer qu'il n'a constaté aucun élément suffisamment probant d'une éventuelle fraude : "J'ai, pour ce faire, notamment procédé à la vision de la totalité de l'émission et entendu les vainqueurs du jeu. Je n'ai dès lors pas estimé être en mesure de libeller une infraction. J'ai par conséquent classé sans suite cette plainte".

Rapport a été fait au Bureau du CSA, le 29 mai 1998, principalement en ces termes : "Le secrétaire estime ne voir aucun indice de tricherie ou de fraude dans le

chef de l'opérateur de RTL TVi. D'une part, les prises de vue du tirage au sort ainsi que la mauvaise qualité de la retransmission de l'appel téléphonique qui a lieu en direct après le tirage ne permettent pas de démontrer qu'il y a truchage. D'autre part, l'animateur du jeu relit à plusieurs reprises le nom du gagnant du tirage au sort. Le Bureau prend acte que le Secrétaire propose de classer le dossier sans suite et qu'il soit chargé d'en avertir les différents intervenants : RTL TVi, l'A.T.A. et les vainqueurs du jeu". ■

# "ON EN PARLE DAVANTAGE À L'EXTÉRIEUR DE LA RTBF !"

*Durant cet été 1998, la pression pour un JT quotidien pour les enfants à la RTBF monte d'un cran.*

*Dès qu'il est apparu clairement que rien n'était prévu dans la nouvelle grille de septembre 1998, l'A.T.A. a demandé la présentation publique d'un calendrier par la Direction de la RTBF pour mener à bien ce projet.*

•••

Le Conseil d'Administration de la RTBF qui s'est tenu le 13 juillet 1998 n'a pas répondu à cette requête.

Entre-temps, les deux partenaires les plus importants qui soutenaient notre initiative ont démontré publiquement qu'ils étaient particulièrement attachés à ce JT junior. En effet, le Secrétaire Général de La Ligue des Familles et le Président du Conseil de la Jeunesse d'Expression Française ont co-signé une carte blanche parue dans Le Soir du 10 juillet 1998 (voir annexe). C'est une belle victoire pour l'A.T.A. ! En effet, notre association se veut un aiguillon. L'une de nos missions consiste à placer le

secteur associatif devant ses responsabilités par rapport à l'évolution de nos médias. Jusqu'à présent, rares étaient les initiatives dans ce domaine.

Ceux qui ont pensé que ces puissants partenaires s'étaient simplement contentés de signer notre "Appel des 150" et de participer à une conférence de presse... devront réviser leur appréciation. En effet, si le dossier n'avancait pas, "on réunirait les associations signataires de la plateforme pour remettre la pression", déclare le Secrétaire Général de la Ligue des Familles à La Libre Belgique. Et le Président du Conseil de la Jeunesse d'Expression Française, poussé par les 80 organisations de jeunesse et les 155 centres de jeunes qu'il représente, envisage, dans l'interview qu'il nous accorde dans le présent numéro de "Comment Télé-Vous ?", de mener en collaboration avec ses nouveaux partenaires "des actions originales et médiatiques".

D'autres faits nous semblent significatifs. Le mouvement d'éducation permanente Les femmes Prévoyantes Socialistes, dès qu'il découvre que le JT pour enfants se retrouve au frigo, prend l'initiative, ce 10 juillet 1998, de communiquer son inquiétude

à la presse (voir encadré).

Quant à la presse écrite, elle montre clairement son intérêt pour notre combat. Plusieurs journaux sont revenus longuement sur le sujet, à trois reprises en moins de cinq mois. Qui en a parlé jusqu'à présent ? Les nombreux quotidiens ainsi que Le Ligeur, Le Vif l'Express, Le Soir Illustré, Notre Temps, En Marche, Téléoustique, Télé-Vision, Télépro, Ciné-Télé-Revue, Gaël, Femmes d'Aujourd'hui ainsi que nombreux organes de la presse associative : par exemple, les publications du CTV, de Diffusion Alternative ou de la COJ.

Plusieurs signes nous montrent dès à présent que certains parlementaires, même de la majorité, n'ont pas dit leur dernier mot. Mr Jean-Marc Nollet, vice-Président du Conseil d'Administration de la RTBF nous écrit pour nous signaler qu'il a bien l'intention de remettre ce projet à l'ordre du jour du C.A. (voir ci-dessous).

La prochaine étape significative sera certainement la présentation à la presse de la nouvelle saison de la RTBF le 25 août prochain. On peut espérer que Christian Druitte et Gérard Lovérius profiteront de cette occasion pour faire le point sur ce dossier. ■

Bruxelles, le jeudi 6 août 1998

Monsieur B. GOOSSENS  
Président de l'ATA  
Rue Américaine, 106  
1050 BRUXELLES

Monsieur le Président,

Suite au courrier reçu de votre part et aux articles de journaux qui figuraient en annexe, je suis à nouveau intervenu en Conseil d'Administration ce lundi 13 juillet sur la problématique du JT pour enfants à l'occasion de l'approbation des grilles de rentrée.

Le décret m'interdisant explicitement de vous tenir informé des délibérations du CA, je ne puis que poser un constat sur les conséquences de ces délibérations. Alors qu'une mobilisation extérieure forte, associative et pluraliste arrive à sensibiliser tous les courants politiques démocratiques de l'intérêt et de l'urgence qu'il y a de mettre sur antenne un JT pour enfants, force est de constater qu'une majorité est introuvable au sein du CA de la RTBF pour traduire concrètement ce projet. Même la revendication d'un simple calendrier n'a - à ce jour - trouvé aucun écho positif.

Je regrette vivement la situation dans laquelle nous nous trouvons, d'autant que le projet semblait plus avancé il y a quelques mois. Je reste néanmoins convaincu de la justesse et de la richesse du concept. Je réinterviendrai donc en ce sens à la rentrée.

Veuillez recevoir, Monsieur le Président, mes salutations distinguées.



Jean-Marc NOLLET  
Vice-Président du CA de la RTBF

# LE JT JUNIOR : "UNE

Jean-Michel Javaux, le Président du Conseil de la Jeunesse d'Expression Française (CJEF), nous explique comment et pourquoi le "parlement" des nombreux centres et organisations de jeunesse qu'il anime a décidé de s'impliquer dans la demande à la RTBF de créer un JT quotidien pour les enfants.



•••

• A.T.A. : le CJEF s'est positionné pour un JT quotidien pour les enfants à la RTBF. Est-ce son rôle ?

• Jean-Michel Javaux : l'Arrêté Royal qui consacre la naissance du Conseil de la Jeunesse d'Expression française stipule que le Conseil a pour mission initiale de promouvoir toutes les activités susceptibles d'assurer la participation des jeunes aux décisions et mesures qui les concernent... Le Conseil de la Jeunesse a un rôle :

- de consultation : interpellé les décideurs et émettre des avis sur tous les problèmes qui concernent la jeunesse et ce, à tous les niveaux de pouvoir...
- d'étude, d'analyse et de soutien d'une politique de jeunesse,
- de groupe de pression et de vigilance.

Il tend également à coordonner et valoriser les actions menées par les organisations de jeunesse et par les jeunes représentés ou non au Conseil.

C'est donc effectivement une des missions essentielles du CJEF que de promouvoir la participation des jeunes et de favoriser l'insertion du jeune dans la société. Or, acquérir suffisamment tôt les clés de compréhension de notre monde est un préalable nécessaire pour favoriser cette insertion; le JT pour

enfants est un des moyens pour y parvenir.

• Le CJEF est habilité à donner des avis. Un Service Public ne devrait-il pas tenir compte des demandes du CJEF ?

• Absolument. On ne peut évidemment jamais obliger un décideur ou un service public de suivre un avis émis par un conseil consultatif mais ne pas tenir compte d'un avis émis par des représentants de plus de 80 organisations de jeunesse et de 155 centres de jeunes serait triste pour une démocratie que beaucoup souhaitent participative.

Précisons que ces avis sont émis soit d'initiative, soit à la demande des responsables politiques de tous niveaux (et donc pas uniquement émanant du Ministre ayant la jeunesse dans ses attributions, Charles Picqué actuellement); ce qui est une caractéristique assez unique du Conseil de la jeunesse. Par ailleurs, la jurisprudence du Conseil nous invite à diffuser largement (et donc médiatiquement...) les avis pris à la majorité des deux tiers de l'assemblée plénière.

## À L'UNANIMITÉ

• Quelles types de groupements de jeunesse au sein du CJEF ont-ils opté pour

ce JT junior à la RTBF ? Sont-ils pluralistes ? Sont-ils représentatifs des jeunes de la Communauté Française ? Comment cette décision a-t-elle été prise ?

• Le conseil de la jeunesse regroupe 80 organisations de jeunesse, de toutes tendances politiques, philosophiques et religieuses. Des scouts, guides, patros, faucons rouges aux jeunes spéléo, des infor jeunes aux services d'information sur les études en passant par les écoles de devoirs, des auberges de jeunesse aux jeunes sourds, des jeunesses politiques et syndicales aux fédérations d'étudiants en passant par les 155 centres et maisons de jeunes...

Les OJ (organisations de jeunesse) n'ont jamais prétendu représenter toute la jeunesse de la Communauté française, d'autant plus que les jeunes, aujourd'hui, sont pluridisciplinaires et sont parfois membres de plusieurs OJ de tendances multiples.

On estime cependant que ces OJ s'adressent à un public de 3 à 30 ans, mais prioritairement de 6 à 25 ans; les chiffres de fréquentation n'ont aucune base scientifique mais de 300.000 à 400.000 jeunes fréquentent annuellement ces OJ et CJ.

L'assemblée générale du Conseil, qui se réunit toutes les 6 semaines forme "le Parlement" du Conseil. Elle se compose d'un représentant de chaque organisation de jeunesse reconnue par la Communauté française, soit théoriquement plus ou moins 80 membres. Elle élit un Président et un Bureau, sorte de "Gouvernement" du Conseil.

En l'occurrence, le bureau, composé actuellement de 10 membres provenant des 4 confédérations (catholique CJC, socialiste CJS, libérale COJL et COJ pluraliste et indépendante) plus de deux non-confédérés (dont le président provenant de Jeunesse et Ecologie) a

## Prévoyantes et inquiètes

Le mouvement d'éducation permanente "Les Femmes Prévoyantes Socialistes" ont diffusé, le 10 juillet 1998, un communiqué de presse intitulé "Les Femmes Prévoyantes Socialistes inquiètes face à la disparition de l'idée d'un JT enfants à la RTBF".

Voici son texte : "Les F.P.S. tiennent à marquer leur inquiétude à l'annonce de la disparition du projet de journal télévisé pour les enfants à la RTBF.

Il est en effet très inquiétant de constater qu'un service public ne puisse mettre sur pied une émission de qualité destinée à donner aux enfants l'occasion de comprendre le monde afin d'y être des acteurs véritables "citoyens"... Les F.P.S. tiennent à rappeler que la démocratie culturelle passe par la construction d'une véritable politique culturelle de l'enfance".

# PRIORITÉ POLITIQUE"

proposé à l'unanimité à l'assemblée plénière de soutenir l'appel pour un JT pour enfants à la RTBF; proposition que cette assemblée a également suivi, sans objections.

La conférence de presse, abritée en nos locaux, a d'ailleurs été largement suivie par des représentants d'OJ.

*• S'agit-il d'un simple accord ou s'agit-il d'un thème qui tient à cœur le CJEF profondément ?*

• Des lieux institués où des jeunes d'horizons différents réfléchissent ensemble et proposent des pistes pour améliorer le monde dans lequel ils évolueront demain sont des richesses pour une société démocratique. Le thème de mandat actuel du CJEF est l'insertion du jeune dans la société. La déclinaison des moyens pour favoriser cette insertion ne peut qu'être soutenue par le conseil. Il s'agit donc plus qu'un simple accord.

### VERS DES ACTIONS ORIGINALES ?

*• Si la RTBF tardait à mettre à l'antenne cette émission, que ferait le CJEF ?*

• Bonne question... Quelqu'un a-t-il une bonne idée ? En tout cas : maintenir la pression, interpellier, relayer vers le monde politique les revendications, etc...et puis éventuellement mener en collaboration avec ses "nouveaux" partenaires des actions originales et médiatiques.

*• Pourquoi avoir publié conjointement avec la Ligue des Familles une carte blanche dans Le Soir (voir annexe) ?*

### Le JT pour enfants

Longtemps annoncé, le journal télévisé des enfants va enfin être réalisé. 150 personnes ont signé une pétition en ce sens, parmi lesquelles les têtes pensantes du PS, du PSC, du PRL-FDF et d'Ecolo. Un consensus politique qui a amené la direction de la RTBF à plancher sérieusement sur le projet. D'abord hebdomadaire, le journal des tout-petits devrait, à terme, devenir quotidien et être proposé sur les deux chaînes. Ce programme serait en partie financé par les partis politiques.

Vu dans Ciné-Télé-Revue du 21/05/98. Vous aurez compris que la dernière phrase de ce petit article n'est pas extraite d'un communiqué de presse de l'A.T.A. !

• Pour maintenir la pression puisque, suivant les quelques échos provenant du Conseil d'Administration de la RTBF, il semblait que la programmation d'un JT pour enfants même hebdomadaire (ce qui ne pouvait constituer qu'une première étape dans notre quête du Grâal pour enfants) n'était pas prévue à la rentrée de septembre. Or, la dotation à la RTBF vient d'augmenter, tout comme le budget culture de la communauté française...

*• Vous demandez à la direction de la RTBF de rendre public un échecancier. Pourquoi ? Selon vous, des groupes de pression extérieurs à un Service Public de l'Information ont-ils ainsi le droit de tenter d'infléchir la politique éditoriale de la RTBF ?*

• Il est évident que des groupes de pression et des conseils ou associations institués doivent pouvoir émettre leur avis sur la politique éditoriale surtout si c'est pour demander la pro-

grammation d'un service supplémentaire, en respectant la déontologie de l'information proprement dite...

### CONSOMMATEURS OU ACTEURS ?

*• Le coût annuel de ce JT serait de 60 millions. Par rapport aux coûts d'autres initiatives dans le domaine de la jeunesse, considérez-vous qu'il s'agit d'une somme fort importante ? Par rapport aux retombées que pourraient avoir ce JT dans la vie des jeunes, s'agit-il d'un investissement financier lourd ?*

• Il s'agit d'une somme importante mais nous parlons effectivement d'un investissement nécessaire pour un public qui doit constituer une priorité aux yeux de nos décideurs. Or, en politique de l'information, c'est exactement le contraire que nous constatons. Si les programmes "occupationnels" se multiplient à destination de nos jeunes têtes blondes, brunes, noires, rousses (le jeune consommateur), les émissions qui ▶

■ La Libre Belgique - 30/06/98

## Il n'y a plus de "JT enfants" dans les projets de la RTBF

*Malgré les premiers signes positifs, la RTBF abandonne même l'idée d'un hebdomadaire. La Ligue des familles s'en inquiète et promet de relancer la mobilisation*

La campagne avait été menée tambour battant, et les militants commençaient à y croire, à leur journal télévisé pour enfants à la RTBF. Mais il leur faut déchanter aujourd'hui. L'enthousiasme - de façade ? - qui semblait même gagner les étages supérieurs de Reyers s'est éteint : le projet n'est plus à l'ordre du jour.

### UN SOUTIEN MASSIF

Piloté par l'Association des téléspectateurs actifs (ATA), le lobbying pour la remise à l'antenne d'un JT junior ("Noubanananieuws" disparaissait voici sept ans) avait mobilisé 150 signatures de personnalités de tous milieux, et constitué un front de cinq associations : le Conseil de la jeunesse d'expression française, le Cric (consommateurs), la Fapéo (parents de l'enseignement officiel), l'Ufapec

(parents du libre) et la Ligue des familles plaidaient en mars, avec l'ATA, la cause d'une initiative qui "donnerait le plus tôt possible aux jeunes des clés de compréhension de notre monde".

L'idée avait aussi reçu l'appui de responsables de partis politiques et du secrétaire général de la Communauté française, tandis que le conseil d'administration de la RTBF la mettait à l'ordre du jour.

Pour des raisons budgétaires (un JT quotidien aurait réclamé 60 millions), l'hypothèse d'un hebdomadaire était envisagée, comme première étape en tout cas. Le principe était officieusement acquis, et des premiers contacts exploratoires furent même pris avec le département "presse jeunesse" du groupe "Vers l'Avenir" pour un éventuel partenariat.

Mais tout le projet a soudain disparu des cartons de l'année

1998-1999, ce qui ne manque pas d'inquiéter la Ligue des familles. "Nous n'imaginions pas voir le JT enfants en place dès septembre", souligne le secrétaire général Jacques Sépulchre. Mais nous attendions au moins un signe qui atteste que le projet restait dans les perspectives." La Ligue voudrait que le conseil d'administration de la RTBF fixe des délais et des impératifs en ce sens. "Si nous n'avons pas de nouvelles en ce sens, on réunirait les associations signataires de la plate-forme pour remettre la pression."

### RIEN DE PREVU

La Ligue peut sans doute déjà préparer ses convocations. Car on nous confirme au boulevard Reyers que rien n'est prévu pour la saison 98-99. Et pour la suite ? "Vous savez, confie un membre du cabinet de l'administrateur général, on parle beaucoup plus de cela à l'extérieur qu'à l'intérieur..."

J.F.Dt.

# Et si on prenait les enfants au sérieux ?

Rien de prévu... Dans sa nouvelle grille de programmes de septembre, la RTBF ne semble pas décidée à inclure un journal télévisé quotidien pour enfants.

Le JT junior ? Un projet que défend l'ATA (association des téléspectateurs actifs) depuis plus de deux ans et qui bénéficie, aujourd'hui, d'une certaine ampleur grâce à un large soutien associatif et politique.

## Démarche citoyenne

Rocajoulons. Pour faire monter la pression : trois étapes préjudiciables ont été nécessaires. Tout d'abord, cinq associations prennent le « train du JT pour enfants » en appuyant cette « démarche citoyenne ». Ensuite, 150 personnalités signent au mois de mars une pétition en faveur de l'initiative. Enfin, les directeurs du PS, du PSC, du PRL-EDF et l'auto-marquencréglementent leur accord.

A l'origine, l'ATA embraye sur l'idée suite à la déferlante médiatique qui a décollé des tragiques événements de l'été 1996. Marche blanche, commission Verwiltghen, hyper médiatisation de faits divers et autres « séries Pandy » ont amené l'ATA à proposer un JT junior pour les 8-14 ans. Objectif : un contenu et format adaptés et dramatisés permettant à l'enfant de mieux appréhender les enjeux de société.

Outre les interpellations tous azimuts, l'association des téléspectateurs a aussi soumis un questionnaire auprès de 200 enfants portant sur leurs habitudes en matière d'inclus télé. A la question : « Est-ce que ton JT spécialement conçu pour les enfants t'aiderait à mieux comprendre l'actualité ? », les sons uni-

que des réponses ne souffre d'aucune ambiguïté : « 43 % de « oui » dans la tranche des 10-12 ans. Mais fallait-il un questionnaire pour démontrer l'évidence ? »

Déçu du silence radio de la RTBF, Yves Reinkin, détaché pédagogique du Conseil de la Jeunesse, associé à l'ATA, réagit : « Nous devons continuer notre action. Les présidents de partis se sont engagés en faveur d'un tel projet mais à part les belles paroles, il n'y a rien qui bouge... Il y a des chefs de société qui sont derrière ce projet. On nous oppose les impératifs budgétaires mais l'argent, selon les priorités, on le trouve. Quand on observe la débacle financière injectée pour couvrir le Mondial, on ne peut que constater qu'il y a bien deux poids deux mesures ». La déception du détaché pédagogique est d'autant plus amère qu'il l'ordre du jour du dernier conseil d'administration ostébéen, il était bien question d'aborder le « problème ».

Après la condamnation de l'enlèvement de Julie et Mélissa à Grâce-Hollogne, où trois cents personnes se sont réunies pour le souvenir, l'enfance demeure-t-elle encore la priorité tant annoncée ? Rien n'est moins sûr...

Pour Yves Reinkin, pas vraiment de mystères : « Non, après ce qu'on a vécu, l'enfance n'est toujours pas une priorité. Les émissions doivent être immédiatement rentables... Le service public a tendance à privilégier une démarche de marche ».

Dans l'impossibilité de joindre personnellement Gérard Lovétilus, directeur des programmes de la RTBF, la direction nous a néanmoins fait savoir que « le projet d'un

journal télévisé pour enfants était toujours à l'étude ». Brevélement « en réunion », le n° 2 de la RTBF assurait par attachée de direction interposée — que la recherche sur « la faisabilité de pistes budgétaires » était en cours.

Il semble pourtant clair que la concrétisation souffre d'une « lenteur » de plus en plus suspecte... Bien sûr, le service public se bat depuis des années pour sortir du rouge... Le financement de l'opération, lui, est estimé à soixante millions de francs par an. Avec la nouvelle dotation de la Communauté française qui s'élève à 100 millions de francs

pas an, il est peut-être possible de... Bernard Hennebert, de l'ATA, ajoute : « Lovétilus est de bonne volonté mais les administrateurs... Ce JT ne doit pas spécialement exister pour septembre. Nous voulons juste un calendrier annoncé publiquement. Pour qu'il y ait un temps de préparation et, surtout, qu'on ne puisse pas trouver n'importe quelle excuse pour reporter encore l'affaire ». Bref, la halle est dans le camp du conseil d'administration. Messieurs ! C'est à vous de « marquer »...

● Olivier Mukuna

*nouvelle émission d'INFORMATION, semble privilégier la communication sur les pistes de financement plutôt que sur l'évolution de la mise en place de son contenu ?*

• Non. Mais sans y connaître grand chose, je crains que ce soit une pratique générale... pourtant des services importants au public ne devraient pas toujours rencontrer les seuls soucis de rentabilité ou d'équilibre...

## ■ Le Matin 26/06/98

*contacts exploratoires furent pris avec le département "presse jeunesse" du groupe "Vers l'Avenir" pour un*

▶ leur permettront de décrypter leur monde de demain sont rarissimes (le jeune acteur). Nous parlons donc bien de choix de priorités politiques.

• De nombreux représentants de la RTBF nous ont écrit leur intérêt pour le projet. Par contre, dans *La Libre Belgique*, ce 30 juin 1998, Jean-François Dumont écrit que l'un des membres du cabinet de l'administrateur général lui a confié :

« Vous savez, on parle beaucoup plus de cela à l'extérieur qu'à l'intérieur... »  
Qu'en pensez-vous ?

• Les lecteurs, parents et jeunes, apprécieront... Nous ne devons pas oublier la mission de service public de la RTBF, surtout à une époque où l'offre « commerciale » audiovisuelle se démocratise (TV satellites, bouquets numériques, Canal+, câble, etc.). La RTBF se démarque justement souvent par la qualité de ses émissions, qu'elle étende cette offre de services vers le jeune public ne pourrait être qu'un plus.

• Le même article de *La Libre Belgique* affirme que «...des premiers

éventuel partenariat... » (voir annexe).  
Qu'en pensez-vous ?

• Que ce type de service devrait être offert avec le plus large panel de partenaires possible(s), en respectant les soucis de pluralisme et de diversité culturelle et autre...

• Lorsque Olivier Mukuna, pour *Le Matin* du 26 juin 1998 (voir annexe), interroge la direction de la RTBF sur l'évolution du projet, on lui assure que « la recherche sur la faisabilité de pistes budgétaires est en cours ».

Trouvez-vous normal que la RTBF, à propos de la préparation d'une

## EVITER LE SPONSORING

• Avec les autres associations qui prônent ce JT pour enfants, le CJEF demande qu'il soit placé sous la direction du département « information » et soit donc soumis aux règles du nouveau Code de Déontologie de la RTBF. Actuellement, personne ne semble prendre en considération, ni réagir à cette demande. Pour vous, est-elle importante ?

• Vous savez comme moi que notre volonté de placer ce JT sous l'égide du service information est d'éviter la main mise d'un sponsor pri-



## ■ Le Ligueur - 15/07/98

# La famille et la politique

## Humeurs-rumeurs

### Le journal télévisé pour enfants: une promesse à tenir

**En mars de cette année, à la suite de l'action entreprise par plusieurs associations dont la Ligue, 150 personnalités issues de la société civile et les quatre Présidents des partis francophones appuyaient la proposition de créer un journal télévisé quotidien pour les enfants.**

Cet appel a été reçu positivement dans tous les milieux y compris ceux de la RTBF.

Alors qu'il s'agit maintenant de passer à l'acte, c'est silence radio sur la question. Rien n'est prévu dans la prochaine grille de la RTBF, même pas l'ombre d'un projet.

La Ligue des familles et le Conseil de la Jeunesse d'Expression française réagissent avec vigueur et demandent au

Conseil d'administration de la RTBF de fixer clairement les délais et les conditions pour la réalisation la plus rapide possible du journal télévisé pour enfants.

Ce journal télévisé répond à une réelle attente des enfants.

Jacques SEPULCHRE, Secrétaire Général

# Pour un J.T. quotidien « spécial enfants »

**A**vril 1998. Marc Dutroux vient de s'évader. Aussitôt, les médias s'emparent de l'événement et nous en abreuvent à grand renfort de détails, d'interviews de témoins, d'images-chocs.

Pendant ce temps, le reste de l'actualité passe au second plan. De quoi alimenter les plus grands terroirs enfantines. Que dire à l'enfant qui panique en entendant que le monstre — tel que dépeint par les médias — vient de s'échapper ?

Eteindre la télé et la radio semble constituer alors une bonne solution. Afin d'épargner à nos têtes blondes ce bramble-bas médiatique générateur d'angoisse.

Depuis deux ans, nos enfants ont été secourus par ces informations livrées toutes brutes, à toutes les sauces, à toutes les heures, en long et en large, émaillées de pseudo-analyses, de pseudo-débat. Avec tout ce que cela comporte de « sensationnalisme » et de « feuilletonisation ». Bien sûr, parfois, nous avons eu droit à des documents télévisuels de qualité. Mais, de toute façon, destinés aux adultes.

Depuis 1989 et le « Noubana-

qui proclame l'importance de l'enfant, de l'éducation et notamment de l'éducation à la citoyenneté, les enfants sont toujours exclus du monde de l'information, télévisuelle en tout cas. Le télé-spectateur adulte est supposé détenir les clefs de compréhension, le contexte historique, social, économique, etc. L'enfant télé-spectateur en est dépourvu. Et rien n'est mis en place par les programmeurs de la région francophone de notre pays pour satisfaire ce besoin.

Le jeune télé-spectateur est pourtant en droit d'attendre que l'on mette l'actualité « des adultes » à sa portée, ou qu'on lui fournisse des informations qui correspondent aux intérêts de sa génération.

Des associations comme le Conseil de la jeunesse (CJEF) et la Ligue des familles, dont l'une des préoccupations principales est la place de l'enfant et du jeune, son bien-être au sein de sa famille et de la société, ne peuvent rester sans réagir devant une

telle situation. Elles veulent réaffirmer qu'il est urgent que les pouvoirs publics prennent leurs responsabilités. C'est un choix de société à faire et donc un choix de service public. Il est inimaginable que les programmes de la RTBF, dont l'une des missions est l'éducation, prennent si peu en considération l'enfant et son besoin de comprendre dans un contexte aussi déterminant que l'information. A moins qu'on ne le considère comme quantité négligeable parce que trop jeune pour être électeur.

Informé l'enfant, c'est adapter le vocabulaire à sa portée, résister à l'événement dans son contenu géographique, politique, économique... Donner du sens à ce qu'on lui présente et lui fournir des moyens d'exercer une citoyenneté responsable.

C'est un enjeu de démocratie. Comme le dit Thérèse Jeunejean, rédactrice en chef du « Petit Li-gueur » : *Informez les enfants, c'est apporter sa petite pierre à la construction permanente*

*d'une démocratie toujours susceptible de progresser.*

En devenant outil d'éducation aux médias, la télévision peut elle aussi remplir ce rôle, tout comme l'école, les associations de jeunesse et d'éducation permanente. En plus, par sa présence dans la plupart des foyers et son accessibilité, elle devient aussi outil contre l'illégalité. Pour autant que les programmes proposés soient de qualité.

C'est dans cette optique que le Conseil de la jeunesse et la Ligue des familles veulent réaffirmer leur appui au projet de réalisation d'un JT pour enfants, dépendant du service information. Un JT quotidien qui donne à l'information pour les enfants la place qu'elle mérite dans une télévision de service public. Un appel a été lancé en mars dernier, signé par 130 personnalités issues de la société civile mais aussi du milieu politique, notamment MM. Busquin, Michel, Nothomb et Morraël. Cependant, aucun en-

vé sur la production de l'info à destination des enfants.

Le « parrainage » du JT junior, ce serait un peu comme si le JT pour adulte était sponsorisé par Jupiler et Fabienne habillée par Dior... à moins que l'on ne pense qu'un JT junior ne doit pas nécessairement rencontrer les mêmes soucis de déontologie qu'un JT adulte... et

donc que ce public jeune serait anecdotique et moins « sérieux » que le public des grands... ou alors, on fait un « Bon week-end » éducatif pour les enfants...

• *Selon vous, s'il y a des freins à la création du JT pour enfants, sont-ils davantage d'ordre économiques*

ou idéologiques ?

• Je pense sincèrement qu'ils sont davantage d'ordre économique et c'est bien dommage. Le contraire serait vraiment très inquiétant pour nos sociétés dites modernes et en contradiction avec cette volonté de toujours plus et « mieux » éduquer nos enfants à l'école... ■

## LE CJEF ET LES TÉLÉS

*Le Conseil de la Jeunesse en prise avec son temps : le monde des médias l'interpelle de plus en plus.*

*Le Président du CJEF, Jean-Michel Javaux, fait le point.*

### LE TÉLÉTEXTE DE LA RTBF

• *Quelques pages du télétexte de la RTBF sont consacrées à une information des jeunes proposée par le CJEF.*

*Qui a pris l'initiative de mener ce projet ?*

• Le CJEF. Yves Reinkin et moi-même sommes allés à la RTBF où Gérard Lovérius nous a d'ailleurs très gentiment reçus. Nous y allions ▶

gagement n'a véritablement été pris, rien n'est à nouveau prévu dans la grille des programmes qui doit être votée par le conseil d'administration de la RTBF, le 13 juillet prochain. Le CJEF et la

Ligue des familles exigent une réponse claire et concrète concernant un échéancier permettant de prévoir le JT pour enfants dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions. Plusieurs pistes sont possibles au niveau financier. Seule manque une véritable volonté politique.

Ces jours-ci, le monde tourne autour du ballon rond. Le « foot » est une déteinte et une fête. Mais quand les journaux parlés et télévisés s'ouvrent sur les débordements des Diabes rouges ou autres héros du foot, on peut se demander quelle vision du monde, quelle échelle des valeurs les médias offrent aux enfants. Pendant ce temps, en Algérie...

**JACQUES SEPULCHRE**  
Secrétaire général  
de la Ligue des familles  
**JEAN-MICHEL JAVAU**  
Président du Conseil  
de la jeunesse  
d'expression française

*Le titre est de la rédaction.*



► avec la volonté de proposer des services au public jeune en s'appuyant sur le "réservoir" des OJ et sur leurs multiples activités. Le budget étant ce qu'il est, nous avons décidé de plancher sur ce projet télétexte. Nous avons un bi-mensuel, appelé J-Flash, qui reprend toutes les projets, activités, formations, rencontres, colloques, conférences, etc., des organisations de jeunesse et d'autres acteurs qui pourraient intéresser la jeunesse.

Ce bimensuel est distribué à la presse et aux OJ et CJ. On le retrouve aux pages 590 et suivantes du télétexte. Ainsi, le grand public a accès à un maximum d'infos en provenance du monde associatif. Il s'agit véritablement d'un service que nous offrons à nos OJ et CJ et que la RTBF (et d'autres acteurs de la presse écrite et audiovisuelle comme Radio Campus, par exemple) propose à un plus large éventail.

Nous sommes effectivement ici dans une vraie mission de service public. Nous ne payons rien mais mettons nous-mêmes à jour nos informations, une fois par semaine. Il s'agit également d'une question de confiance car la RTBF nous a donné directement accès à l'actualisation de nos pages, sans passer par leurs services, à condition de respecter une certaine déontologie, bien entendu.

• *Quelle efficacité ?*

• L'efficacité semble au rendez-vous. Le but étant que les jeunes intéressés s'adressent directement à l'opérateur de l'animation proposée mais de nombreuses personnes téléphonent également au Conseil pour obtenir de plus amples renseignements...

En résumé, nous sommes très contents de ce partenariat. Nous venons d'ailleurs de terminer les six mois d'essai et sommes partis pour une plus longue durée...

**LE CJEF ET LE CSA**

• *Le nouveau Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) est en place depuis près d'un an. Un représentant du CJEF en fait partie. Votre représentation vous satisfait-elle ?*

• Nous avons effectivement un représentant au CSA, dans le collège de la publicité et, personnellement, je déplore que nous ne soyons pas présents dans les autres collèges où il me semble que notre place serait tout à fait justifiée.

• *Selon les termes de la loi, trois fois par an, le CSA doit publier une*

**Le projet existe, mais rien ne semble encore décidé. La direction de la chaîne hésite sur les modalités.**

# JT enfants à la RTBF blablaba...

C'est devenu un des objets de discussion les plus prisés au sein de la grande maison RTBF. Le JT pour les enfants, sujet important s'il en est, est polémique en diable. Pas tellement sur le fond - tout le monde semble d'accord sur la nécessité de le créer - mais plutôt sur la forme. Sera-t-il quotidien ou hebdomadaire? Sous l'égide du service de l'information ou celui de la jeunesse? A ce jour, rien n'a encore été décidé mais on espère du côté de Reyers que les réunions qui se tiennent actuellement déboucheront bientôt sur un véritable projet. Peut-être sera-t-il déjà annoncé lors de la conférence de presse de rentrée, mais vu le retard accumulé (aucun présentateur n'a encore été pressenti à ce jour), il ne prendrait son envol au plus tôt qu'au mois d'octobre.

Druite, l'administrateur général, s'est dit particulièrement intéressé et a mis le projet en chantier. L'ATA demande encore que le JT soit placé sous la direction du département de l'information qui serait garant du contenu, mais d'après ce qui filtre de la maison Reyers, on semble s'orienter vers un journal hebdomadaire qui prendrait sa place dans la très bonne émission pour enfants *Ici Bla-Bla* et serait donc placé sous l'égide du département "Jeunesse". Vu le succès et le grand professionnalisme de l'équipe, qui a montré à l'occasion de l'affaire Dutroux qu'elle pouvait gérer une actualité difficile, il nous semble que cette formule est la meilleure. Même si ce projet ne peut se faire dans n'importe quelle condition et mérite donc réflexion, il est maintenant temps qu'il se concrétise à l'antenne.

M.S.

Cela fait des années que l'ATA (Association des téléspectateurs actifs) réclame à grands cris un JT pour les enfants de 8 à 14 ans, qu'elle juge fondamental. En mai dernier, le secrétaire général du ministère de la Communauté française et commissaire du gouvernement auprès de la RTBF, **Henry Ingberg**, reconnaissait cette nécessité: "Le projet mérite d'être retenu dans les objectifs de programmation sur lesquels les instances de la RTBF doivent se pencher". Depuis, **Christian**



**Bla-Bla, futur présentateur du JT?**

■ **Téléoustique - 12/08/98**

*lettre d'information destinée AU PUBLIC. Considérez-vous que la première lettre éditée est accessible aux jeunes ? Auriez-vous remarqué que le CSA ait tenté de diffuser celle-ci auprès du public jeune ?*

• Il me semble en effet que la médiatisation et la diffusion de la première lettre au public furent plus qu'anecdotes... Ainsi, vous m'en apprenez l'existence... nous n'avons donc pas été invités à la diffuser (ce qui pourrait être une bonne idée).

• *Quid de votre position vis-à-vis de la reprise par les télé de la Communauté Française de la signalétique anti-violence française ? Avez-vous été consulté sur ce problème ?*

• Henry Ingberg, l'Administrateur général de la Communauté française, vient de nous demander notre avis sur la réforme du code de déontologie sur la violence à la télé, avis que nous devrions rendre à la rentrée prochaine. Par ailleurs, personnellement, je suis assez

favorable à la signalétique française, si un travail important de publicité de ces codes est réalisé avant sa mise en application. Voir des carrés, triangles, losanges et autres dodécagones, sans savoir ce qu'ils veulent dire serait un peu triste...

**AVEC LES TÉLÉS COMMUNAUTAIRES**

• *Le CJEF a décidé s'impliquer dans une émission de télévision ?*

• Nous nous dirigeons vers une émission qui serait diffusée deux fois mois sur toutes les télévisions communautaires et qui serait une émission préparée pour et par des jeunes, s'appuyant sur la base de données des OJ et centres de jeunes, en collaboration avec la fédération des télévisions communautaires. Actuellement, nous en sommes... au bouclage du budget ! ■

Contact :  
CJEF  
Bd Léopold II, 44  
1080 Bruxelles



# LTA CHASSE FRANCE 3 ET NOS1 !

*Finalemment, nos remarques sur les dysfonctionnements des télédistribeurs sont parues dans Le Soir, Le Matin, La Dernière Heure et Le Ligueur. Elles ont donné également lieu à une émission de "Cartes sur table" à la RTBF.*

•••

**A**insi, nous espérons participer à un mouvement de plus en plus important d'usagers mécontents. Plus nous ferons du bruit, et plus les sociétés de télédistribution hésiteront à poursuivre leurs méfaits.

Très nombreuses sont les lettres publiées dans les courriers de lecteurs de la presse écrite : après la vague des téléspectateurs privés de TF1, paraissent les réprimandes des personnes qui sont perturbées par les conséquences de l'arrivée de LTA, la chaîne de téléachat : par exemple, le fait que France 3 est reléguée sur l'hyperbande alors que cette fréquence n'est pas captable sur près de la moitié des postes de télévision !

## **EXCUSES**

Dans le n°41 de "Comment Téléze-Vous ?", nous constatons que Brutélé avait changé sa programmation pour introduire LTA, le 20 avril 1998, sans annoncer ces changements sur son canal info. Cela faisait très "mauvais genre" alors que quelques jours plutôt, lors de l'enregistrement de "Cartes sur table", le représentant de Brutélé, Pierre de Wergifosse, avait annoncé que les sociétés de télédistribution allaient améliorer leur communication pour leur clientèle !

Nous avons bien entendu envoyé un exemplaire de notre journal à Pierre de Wergifosse ainsi qu'au Président du conseil d'administration de Brutélé, Yves de Jonghe d'Ardoye, également bourgmestre d'Ixelles.

Quelques semaines plus tard, le toute-boîtes de la commune d'Ixelles publiait un article de Pierre de Wergifosse qui s'excusait : le canal Info avait subi une

panne, ce soir-là.

Quant à Yves de Jonghe d'Ardoye, il s'est fendu de lettres nominatives déposées dans toutes les boîtes au lettres des usagers de Brutélé : "Il y a quelques semaines, notre société a été amené à apporter quelques modifications à la grille de distribution des programmes TV. L'information préalable qui aurait dû vous être faite pour annoncer ces changements n'a malheureusement pas eu lieu en raison d'une malencontreuse panne de l'ordinateur contrôlant notre canal d'information et le canal mosaïque. De ce fait, vous avez été surpris et nous vous prions d'excuser les inconvénients qui en ont résulté pour vous. Dès le lendemain, le matériel a été réparé et depuis ce moment, le canal Info et la mosaïque vous indiquent les changements..."

Des excuses, c'est nouveau, de la part de télédistribeurs. Bravo ! Espérons surtout que nos pressions les pousseront désormais à agir en sorte qu'ils ne doivent plus s'excuser !

## **PLUS DE 1.000 SIGNATURES !**

Fin avril 1998, Mme Bika, une cliente liégeoise de la société de télédistribution ALE Télédis, prend l'initiative d'écrire la lettre suivante à quelques proches : "Chers amis, ceux d'entre vous qui me connaissent un peu savent que j'ai épousé un "ressortissant néerlandais" (quelle triste terminologie !), ce qui explique évidemment mon intérêt pour la chaîne de TV Hollande 1..."

La chaîne de TV Hollande 1 a disparu pour faire place à une chaîne de... téléachats. Cela me choque, mais pas seulement parce que j'étais téléspectatrice assidue de NOS1... Cela me choque aussi que le commerce encore, et comme partout, prenne toute la place au détriment de services publics.

Cela me choque, parce qu'on m'a, depuis des années, imposé successivement la pub à la radio, à la télé, la "sponsorisation" de soirée de diffusion de films et... aujourd'hui, on supprime même carrément un de

mes choix télévisuels pour installer une boutique !

Je vois là un des "petits leviers" sur lesquels on peut jouer pour influencer sur la direction que prend notre société. Ne plus supporter en silence, c'est déjà faire quelque chose..."

Seule au départ, elle sensibilise, en quelques mois, plus de mille personnes qui signent sa pétition. Elle se procure la liste des administrateurs de l'intercommunale qui chapeaute la société de télédistribution remise en question et leur écrit pour obtenir gain de cause. Les masques tombent lorsque les réponses arrivent. Le député socialiste Luc Toussaint lui écrit : "Ma chère Christine... sois cependant assurée que, lorsque la technique le permettra, l'ALE reconsidérera sa position et qu'elle réexaminera l'opportunité de distribuer à nouveau la première chaîne néerlandaise..." Bien entendu, aucune date précise n'est mentionnée. Ce qui revient peut-être à écrire : Ma chère Christine, attends donc le siècle prochain et n'oublie pas de continuer à payer avec le sourire ton abonnement..."

Si Mme Bika reçoit des réponses à ses courriers, c'est peut-être parce qu'il devient difficile de faire silence. En effet, Mme Bika assiste aux conseils communaux pour diffuser sa revendication. Après celui du 22 juin 1998, les quotidiens La Meuse, Le Matin et La libre Belgique en ont parlé.

On lui conseille d'écrire au Gouverneur de la Province de Liège ? Elle réenvoie un petit journal à ses sympathisants avec l'adresse de celui-ci et un modèle de texte à lui envoyer.

Après les grandes vacances, l'offensive reprendra de plus belle avec une initiative... ludique. Les membres du conseil d'administration de l'ALE Télédis ne sont pas encore au bout de leurs surprises !

L'action de Mme Bika et de ses amis est exemplaire. ■

**Contact :**  
Mme Christine Bika  
Rue Jean Haust, 84  
4000 Liège

## **MERCI**

L.A.T.A., dès le 14 mai 1998, avait demandé à Gérard Lovérius, Directeur de la Télévision, d'éviter le doublon prévu pour le 13 juin 1998, à savoir la diffu-

sion simultanée sur la Une et la Deux, à 21H, du match de la Coupe du Monde Pays-Bas-Belgique. Cette pression symbolique était menée afin que le Service

Public respecte la diversité des choix et des goûts des téléspectateurs. Gérard Lovérius a donné suite à notre demande. Nous l'en remercions. ■

# PIERRE CARLES ET SERGE HALIMI

A la demande de nombreux membres de l'A.T.A., nous publions de larges extraits de la soirée "Connivences condamnables entre journalistes et décideurs politiques ou économiques" que nous avons organisée au cinéma Nova, le 31 mars 1998. Nos deux invités étaient l'écrivain Serge Halimi et le journaliste Pierre Carles.



## SERGE HALIMI

Serge Halimi, journaliste au Monde Diplomatique, venait de publier "Les nouveaux chiens de garde" chez Liber, dans la foulée du désormais célèbre volume "Sur la télévision" de Pierre Bourdieu.

La télé a boudé cet ouvrage et pourtant le livre d'Halimi s'était vendu à plus de 70.000 exemplaires, à l'époque où le débat s'est déroulé. "Les nouveaux chiens de garde" deviendra, au fil des mois, le livre français le plus commenté et le plus controversé de l'année. Le 16 juillet 1998, il occupait encore la 5ème place des essais les plus vendus en France dans la rubrique "Les livres stars" du Nouvel Observateur. Quant à "Livres en tête" du "Point", au cours du mois de juillet 1998, pour ses 22, 23, 24 et 25ème semaines de classement, lui offre successivement les 23ème, 15ème, 18ème et 25ème places.

Ce livre décrit comment les journalistes et les décideurs se renvoient l'ascenseur et s'autopromotionnent entre eux. "Ce petit groupe de journalistes omniprésents impose sa définition de l'information-marchandise... Ces appariteurs de l'ordre sont les nouveaux chiens de garde de notre système économique".

## PIERRE CARLES

Pierre Carles défend la même thèse. Connue pour son reportage qui, naguère, dénonça la fausse interview de Fidel Castro par PPDA, il réalisa une commande pour Canal+, "Pas vu à la télé", sur ces connivences coupables. La chaîne cryptée refusa de diffuser ce reportage. Seule, la RTBF osa le programmer, la saison dernière, dans l'Hebdo. Pierre Carles réalisa par la suite "Pas vu, pas pris", un long-métrage qui explique pourquoi et comment "Pas vu à la télé" n'est encore

jamais passé sur les chaînes françaises... et bien à la RTBF !

C'est ce "Pas vu, pas pris" qui fut projeté au Nova et qui nourrit le débat dont vous trouverez de larges extraits ci-dessous.

Pierre Carles souhaite, l'automne prochain, entreprendre une diffusion de ce film dans les salles commerciales. Pour ce faire, il faut financer des copies. Coût : 600.000 FF. Une bonne partie de cette somme a été collectée en quelques semaines grâce à une souscription lancée à cet effet par l'hebdomadaire satirique "Charlie Hebdo" (contact : Association Pour voir Pas vu, B.P. 114 - 30010 Nîmes - France).

Mais "Pas vu à la télé"... n'est toujours pas diffusé sur les télévisions françaises... Voilà pourquoi, le 25 juin 1998, une émission de la radio France Inter, "Là-bas si j'y suis" de Daniel Mermet, voulait en diffuser des extraits de la bande-son. Le service juridique de Canal+ France s'y est opposé avec succès. Ce qui permet, quelques jours plus tard, au quotidien Libération, de titrer à la une de son édition du 1er juillet 1998 : Pas vu à la télé, pas entendu à la radio... et de publier tout au long de ses sept premières pages la mise par écrit de la bande son du "document interdit".

## LE DÉBAT

Le 31 mars dernier donc, après la projection de "Pas vu, pas pris", Bernard Hennebert, secrétaire de l'A.T.A., a animé un débat au cours duquel Serge Halimi et Pierre Carles furent interrogés successivement par :

- Jean-Jacques Jaspers, journaliste (RTBF) et professeur de journalisme TV (ULB),
- Claude Semal, chanteur,
- Anne Morelli, professeur de critique historique (ULB).

Ce débat a été retranscrit par Marine Jacobs.

## LES QUESTIONS DE JEAN-JACQUES JESPERS

• Jean-Jacques Jaspers : *Le film, et tout le processus qui a amené à sa réalisation, n'était-ce pas au fond une mise en scène, une mise en question du surdimensionnement de l'ego des journalistes de télévision, spécifique aux journalistes de télévision ?*  
*Tout ce qui s'est passé autour du programme que vous avez préparé et toute cette censure ou tout ce "complot" qu'il y a eu pour que cette émission ne passe pas, n'était-ce pas surtout de l'autoprotection au sein du microcosme des vedettes de la télévision qui se protègent mutuellement ?*

• Pierre Carles : Je crois que dans votre question, il y a la réponse. Il y a une petite ambiguïté dans le film : on a l'impression que je fais l'amalgame entre les journalistes vedettes et les journalistes tout court parce qu'on m'entend dire «tous les journalistes sont malhonnêtes». En fait, dans le montage du sujet qu'a réalisé Canal+ dans l'émission Télédimanche pour se justifier, ils ont tronqué mon propos. Quand je dis «tous les journalistes sont malhonnêtes», je veux dire par-là «tous les journalistes vedettes sont –je crois– avant d'être des journalistes, des hommes de pouvoir».

• Jean-Jacques Jaspers : *C'est peut-être aussi la fonction qui crée l'organe ou la situation qui crée la personne ?*  
*Dans la séquence de l'interview du Président de la République, quel journaliste n'aurait pas accepté des deux mains une offre comme celle-là, quelques soient les conditions dans*

# GE HALIMI DÉBATTENT

*lesquelles elle a été faite ou préparée ? Il me semble que dire non quand on vous offre la possibilité d'interroger le Président de la République, c'est "anti-professionnel". Ce serait complètement idiot. Si on vous le proposait, vous diriez non ?*

• **Pierre Carles** : Je crois que ça n'a aucun intérêt d'interviewer le Président de la République, parce que c'est d'une certaine manière valoriser, sacraliser sa parole, c'est-à-dire le prendre très au sérieux. Je pense qu'il faut uniquement le juger sur ses actes et pas sur ses discours, surtout s'agissant de quelqu'un comme Jacques Chirac qui —on le sait maintenant— n'a pas arrêté de dire le contraire de ce qu'il a fait. C'est lui qui parlait de résoudre la fracture sociale, il y a quelques années, lorsqu'il a été élu Président de la République, et c'est lui qui a fait une politique qui allait à l'opposé de ce qu'il disait au moment de son élection. Je pense qu'il ne faut pas prendre au sérieux ces gens-là. Concernant le Président de la République —en tout cas celui-là— cela n'a aucun intérêt.

• **Serge Halimi** : Cela ne m'aurait pas intéressé d'interroger le Président de la République. Effectivement, c'était accorder à une parole dévaluée qui avait été démentie par tout l'exercice de sa présidence dans les premiers mois de son mandat une valeur qu'elle ne méritait pas. Par ailleurs, il faut s'interroger sur le fait que les gens qui l'ont interviewé ont été choisis par le Président lui-même. Est-ce qu'on peut, lorsqu'on est journaliste, être choisi par celui qu'on va interroger ? Est-ce qu'on peut lui attribuer le pouvoir de désigner celui qui obtiendra —du seul fait de sa désignation— une promotion professionnelle ? Lorsque Jacques Chirac a annoncé que ses intervieweurs ne seraient ni Anne Sinclair, ni Alain Duhamel, ni Jean-Pierre Elkabbach, ni Patrice Duhamel, ni Yves Mourousi —pour reprendre vraiment les têtes et les noms de ceux qui ont interrogé tous les Présidents de la République depuis presque le début du siècle, j'exagère à peine— on s'est dit «Tiens ! C'est formidable ! Quelle nouveauté ! On va voir quatre têtes nouvelles !».

La présentation de la conférence de presse a tour-

né bien davantage autour de la nouveauté des têtes de ceux qui interrogeraient le Président de la République que ce que le Président allait dire ou pouvait avoir à dire. De fait, il n'a rien dit. Il s'est exprimé pendant une heure et demi. Je vous défie d'interroger une personne en France et de trouver quelqu'un qui vous dira : «Oui, ce soir-là, le Président de la République a annoncé telle ou telle chose. Et non seulement il l'a annoncée mais après il l'a mise à exécution». Tous vous parleront de la fameuse interview où il y avait Michel Field, Emmanuel Chain, Marine Jacquemin...

Quand on accepte ce type d'organisation, quand on accepte de faire des journalistes les vedettes de l'entretien, parce qu'on sait que la parole qu'on interroge est une parole dévaluée, alors on rentre à fond dans les règles de l'Etat spectacle et on accepte de donner au Président de la République un pouvoir de consécration qui pèse à l'intérieur de la profession. Et ça, je crois que c'est grave. J'espère —parce que on ne sait jamais quel est le courage qu'on a lorsque l'on doit être courageux ou conséquent— que si on me l'avait proposé, j'aurais répondu non.

• **Jean-Jacques Jespers** : *Je me demande aussi si finalement ce qui est en cause, ce n'est pas ce que vous appelez l'Etat spectacle, c'est-à-dire cette tendance de plus en plus marquée de la télévision à ne plus faire de l'information, à utiliser la matière de l'information comme une sorte de matière*

*première, de ciment avec laquelle on construit des spectacles ou des scoops purement médiatiques. C'est une tendance qui se manifeste de plus en plus en France. On est encore un tout petit peu protégé chez nous parce que c'est un petit pays et que le star system en Belgique, ça n'a pas beaucoup de sens. N'y a-t-il pas impossibilité de plus en plus manifeste pour la télévision de faire de l'information ?*

• **Serge Halimi** : Oui, et le problème ne se résume pas à la télévision, c'est l'ensemble des médias qui sont un peu dans le même bateau. A partir du moment où ils conçoivent leur rôle comme celui de metteurs en scène des décisions ou des non-décisions du pouvoir, il se pose un vrai problème. Le lendemain de cette conférence de presse, le travail d'un journaliste aurait été de dire qu'il ne s'est rien dit, de l'annoncer peut-être sous forme de brève en page 7 : "Le Président Chirac n'a rien dit". Il n'était pas vraiment indispensable de reproduire sur des pages entières des déclarations qui n'avaient aucun contenu, qui n'étaient que du vent. En revanche, on aurait pu analyser à travers des exemples précis l'évolution de la politique économique, de la politique sociale, depuis l'élection de Jacques Chirac. Cela aurait été de l'information et une utilisation beaucoup plus intelligente des colonnes d'un journal que la reproduction d'une parole officielle dévaluée et qui, en l'occurrence, était une parole vide. ▶

**A.T.A.**  
SUR  
**internet**  
<http://ata.qwentes.be>



## Davantage sur Pierre Carles

La première fois que l'A.T.A. avait invité Pierre Carles à Bruxelles, c'était pour présenter, le 24 avril 1996, la toute première mouture de son désormais célèbre "Pas vu, pas pris". D'ailleurs, le quotidien français Libération consacra un reportage d'une page à cette avant-première.

Pierre Carles a, pour principe, de refuser les interviews. Pour préparer cette projection, nous avons eu une longue réunion de travail avec le réalisateur. Il a accepté que nous en publions les extraits les plus significatifs. Vous pourrez les retrouver sur le site internet de l'A.T.A.

D'autre part, le quotidien Libération a publié sur son site l'intégral du texte de la bande son de "Pas vu à la télé" : <http://www.liberation.fr/pasvutv/index.html>

• • •

Le site internet de l'A.T.A. devient progressivement la "mémoire" et le centre de documentation de l'association.

• Jean-Jacques Jespers : Ces gens-là, ces chaînes-là, font de la communication, pas de l'information...

• Serge Halimi : ...Et en ne faisant pas de l'information, ils accompagnent le discours du pouvoir. Ils pérennisent le pouvoir à la place où il est et garantissent en quelque sorte la poursuite de politiques économiques qui, elles, ont des effets réels. Il s'agit tout de même d'une réalité sociale et sur laquelle le Président de la République a ou n'a pas prise. Donc on peut dire que c'est de la communication, de la fumée, etc... mais derrière cette fumée, il y a de vrais pouvoirs, de vraies décisions. Quand on se concentre sur la fumée, on occulte le reste, donc on joue un rôle sérieux et significatif. On n'est pas uniquement des pantins. On joue davantage le rôle de leurre que celui de pantin.

• Jean-Jacques Jespers : La seule émission où on a traité de manière un peu correcte et avec un minimum d'honnêteté de ce qui était arrivé à votre programme, c'était sur France 3, c'est-à-dire finalement la chaîne de service public qui a le plus à cœur de remplir sa mission de service public. Si on compare France 2 et France 3, il y a quand même une petite différence de conception de l'information. Mais cette différence est-elle vraiment significative ou bien est-ce simplement un hasard ?

• Pierre Carles : Le présentateur Michel Nodi, qui animait cette émission qui s'appelait "Le droit de regard", a disparu de l'antenne assez rapidement. Pas en raison de ce qu'il avait fait là, du fait qu'il ait parlé de cette affaire, mais simplement quelques mois plus tard, son émission a été supprimée des programmes de France 3. Le fait que cette chaîne en parle était un épiphénomène.

• Jean-Jacques Jespers : Que voyez-vous comme issue à l'évolution de plus en plus manifeste des grands médias de masse comme les télévisions, les chaînes de télévision généralistes de plus en plus privatisées, sinon dans leurs capitaux du moins dans leur mentalité ? Est-ce qu'il y a des portes de sorties ? En Belgique, on a heureusement encore une télévision qui sert à faire de temps en temps de l'information. Est-ce



qu'il y a une issue en France où on est de plus en plus marqué par cet envahissement des grands groupes de média ? Est-ce qu'il y a une issue quelconque pour une information différente, en audiovisuel en tout cas ?

• Serge Halimi : L'issue, on peut dire que c'est la situation de ce soir : des gens qui s'informent, qui viennent probablement ici car ils ont déjà un regard suffisamment critique sur l'information, qui en ressortent avec un regard encore plus critique, qui disséminent les raisons d'être critique autour d'eux et qui font progressivement que l'emprise des médias sur l'information diminue.

Il y a une autre information qui n'est pas celle des médias, qui est celle que nous véhiculons dans nos conversations avec les uns et les autres. Le bouche à oreille peut par exemple assurer le succès d'un film ou d'un livre, même si aucun média n'en parle. Je pense que c'est ça, l'issue.

Pour le reste, il ne faut pas se faire d'illusions, le système de l'information est encastré dans le système économique, l'un ne changera pas sans l'autre. Dans ces conditions, soit nous changeons ensemble, soit nous continuons ce que nous sommes en train de vivre.

Le dernier exemple le plus sinistre de ce qui se passe actuellement, c'est le fait que les éditions La Découverte, qui étaient les héritières des éditions Maspéro, donc tout-à-fait associées aux idées contestataires et révolutionnaires de mai 68, viennent d'être vendues à la Générale des Eaux.

#### CLAUDE SEMAL

• Claude Semal : Vous qui travaillez au Monde Diplomatique, qui est mensuel, pensez-vous qu'on puisse faire de l'information dans un quotidien quand on confronté à des images et des mots quatre ou cinq heures par jour ?

• Serge Halimi : Le grand avantage pour un mensuel, c'est de ne pas être soumis

au rythme du quotidien. Faire de l'information au rythme du quotidien, c'est plus difficile. Mais rien n'empêche dans un quotidien d'affecter un certain nombre de journalistes à un travail d'enquête qui peut prendre des jours ou des semaines et être diffusé lorsqu'il est mûr. Le problème est que, dans un grand nombre de quotidiens, il y a de moins en moins de journalistes. Avec des effectifs toujours plus réduits, il faut effectivement courir après l'actualité au rythme des dépêches d'agences et se contenter d'écrire un peu plus, ou un peu moins, ou un peu mieux que les dépêches d'agences sans toujours avoir le temps de faire ce travail d'enquête. Dans la presse française, les longs articles et les articles en plusieurs épisodes ont tendance à disparaître. Il y a peut-être un timide retour qui se fait dans Le Monde et dans Libération, mais la tendance de ces dernières années était de faire des articles de plus en plus courts, une espèce de "digest" de l'actualité quotidienne. Dans ce cas, on ne fait que représenter ce qui est évident, et on ne voit pas les forces souterraines. On montre, en quelque sorte, l'éruption du volcan et on ne montre jamais la lave qui chauffe. Pour comprendre l'éruption du volcan, il faut aussi savoir que la lave chauffe. Et ça, c'est un travail qui est beaucoup plus difficile de mener lorsqu'on est dans un quotidien. Mais ça n'est pas impossible. Certains quotidiens l'on fait et j'imagine que d'autres le feront. L'essentiel, c'est de disposer des effectifs de journalistes, de professionnels nécessaires et suffisants à l'accomplissement de cette tâche.

• Claude Semal : Cette espèce de censure qui est tombée sur le film mais qui est aussi cette impression que le montage, le commentaire et les extraits manipulent aussi le regard du spectateur, ne démontrent-elles pas que l'information est toujours un spectacle qu'on orchestre ?

*Quel rapport est-ce qu'un metteur en scène ou un réalisateur a par rapport à la vérité ou à la réalité objective quand il est dans ce rapport-là à l'image et aux choses ?*

• Pierre Carles : Je pense qu'il y a effectivement un côté manipulation dans tous les films. Ici, je pense qu'elle est assumée, visible, et que les gens ont les moyens de s'en défendre. On a essayé de faire un film le plus dialectique possible (je dis "on" car on était quatre monteurs et les gens autour), dans le sens où les arguments sont avancés au fur et à mesure et on progresse dans la compréhension de l'histoire. Le souci a été de rendre relativement visible cette manipulation dont vous parlez.

J'ai essayé de filmer des comédiens, des bons et des mauvais. Je pense que Charles Villeneuve, par exemple, est un excellent comédien, qui pourrait jouer le rôle d'un parrain dans un film noir. Je pense que Bernard Benhyamin d'Envoyé spécial a des accents de sincérité qui sont dignes d'un Robert De Niro. Je me suis contenté de filmer la comédie de ces gens-là en jouant certainement moi aussi un peu la comédie par rapport à la personne qui est devant vous. Mais j'ai eu affaire à de plus grands comédiens que moi.

• Claude Semal : *Vous m'avez l'air d'une belle espèce de fouteur de merde comme il n'y en a pas beaucoup. Vous qui avez fait un film qui s'est fait jeter de toutes les télévisions, comment vivez-vous cette solitude-là et comment faites-vous ?*

• Pierre Carles : Je ne me sens pas seul. J'ai travaillé avec des gens. Je n'ai pas travaillé tout seul sur ce film. Il y en a certains, vous l'avez sûrement vu dans le générique, dont le nom n'est pas cité en entier. Il n'y a que le prénom et la première lettre du nom parce que ce sont des gens qui travaillent aujourd'hui à la télévision et qui n'ont pas intérêt à se griller. Mais je ne suis pas seul, il y a plein de gens qui m'aident et qui me passent des documents –comme le document de Léotard que vous avez vu au début. Grillé avec ces gens-là, finalement, ce n'est pas très grave. Ce n'est pas des gens qu'on a envie de côtoyer, de fréquenter tous les jours.

• Serge Halimi : J'ai aussi affronté l'hostilité des personnes dont je parle et dont je rappelle certains des propos. Ces gens-là ne me

connaissent pas. Maintenant qu'ils me connaissent, ils ne m'aiment pas. Il y a des tas de journalistes anonymes qui sont contents qu'on fasse ce travail qu'eux ne peuvent pas toujours faire compte tenu des contraintes au sein desquelles ils opèrent et qui leur interdisent de faire parfois ce qu'ils estiment être leur métier. Lorsqu'on en parle aux gens que ça intéresse, lorsqu'on fait des conférences, il y a du monde qui nous soutient. Il faut penser que, de toute façon, notre salut et notre solidarité, nous ne l'attendons pas uniquement de la corporation. Ce n'est pas une querelle interne à la profession. Lorsque nous parlons d'information, nous parlons d'un "produit" qui concerne chacun d'entre-nous, y compris les non-journalistes qui peuvent avoir envie de savoir comment travaillent certains journalistes. Lorsque nous mettons en quelque sorte ces procédés en lumière, nous nous attaquons avant tout à ceux qui –à nos yeux– disqualifient la profession de journaliste.

• Claude Semal : *J'entends bien mais votre réponse ne me satisfait pas. Vous avez la chance de travailler dans un média et donc de pouvoir continuer à vous exprimer. Je crois que vous êtes dans une situation différente dans ce sens que vous avez besoin de producteurs pour produire vos films, vous avez besoin de diffuseurs pour les diffuser. Je sais bien qu'on ne fait pas ce métier seul, mais je voudrais que vous parliez un petit peu de l'expérience que vous êtes en train de mettre sur pied précisément pour permettre à ce film d'avoir été produit et d'être diffusé.*

• Pierre Carles : Je n'ai pas compris que vous me tendiez une perche. Je suis depuis peu dans le monde du spectacle ! Il s'avère qu'on va essayer de sortir ce film en salle d'exploitation commerciale normale pour qu'il continue d'énerver un petit peu ces gens-là et qu'il touche un public encore plus large que celui-ci. On a créé en France une association avec le soutien de l'hebdomadaire Charlie Hebdo et on a lancé une souscription pour réunir une somme assez importante, il manque 600.000 francs français (environ 4 millions de francs belges) pour sortir le film en salle et pour l'exploiter normalement, c'est-à-dire qu'il soit visible dans toutes les villes de France, de Belgique

et de Navarre, au même titre que Titanic et compagnie. C'est aussi un film catastrophe ! Les gens qui vont cotiser auront l'affiche du film ainsi que la cassette du reportage "Pas vu à la télé", le premier, celui qui est passé à la RTBF en Belgique. Il y a eu 200 adhérents en 3 jours ! On a déjà réuni une somme assez importante de l'ordre de 40.000 francs français et si tout se passe bien, d'ici un mois, on devrait avoir la somme qui permettrait de sortir ce film en salle. Si vous voulez plus d'informations sur tout cela, il suffit de lire Charlie Hebdo.

• Claude Semal : *Il y a un moment où vous mettez ces interlocuteurs –qui sont des gens de pouvoir, des gens de télévision, des gens qui maîtrisent les chaînes– un petit peu entre les choix suivants : «Préférez-vous vous faire comme ennemi Pierre Carles, réalisateur, ou de vous faire comme ennemi Monsieur Léotard, Ministre de la Défense ?» Pensez-vous vraiment qu'il y a un directeur de télévision qui puisse faire un jour le choix de se mettre Léotard sur le dos ?*

• Pierre Carles : Je n'ai pas réfléchi à la question. Le problème avec des gens comme Etienne Mougeotte (vice PDG de TF1), c'est que c'est quelqu'un qui joue en permanence de son ancien métier : il se considère comme journaliste avant tout. Il est patron de presse, il est numéro 2 de TF1 qui est une des télévisions les plus puissantes d'Europe, mais il s'affirme être un journaliste avant tout. Je pense qu'il y a un double jeu de sa part. Soit on est patron de presse et on fait du lobbying et on l'assume, soit on explique qu'on essaye de gagner de l'argent. Mais c'est quelqu'un qui veut avoir la double casquette de journaliste et être sensé dire la vérité sur la vie de cette société. Là, je pense qu'il y a une contradiction qui n'est pas résolue par ces gens-là. Il faudrait qu'ils assument soit leur rôle de salaud, soit leur rôle de journalistes normaux.

#### ANNE MORELLI

• Anne Morelli : *Dans votre film, à un certain moment, quelqu'un qui vous traite "d'anarchiste" et de "stalinien", ce qui est un peu contradictoire, sauf dans un certain vocabulaire d'aujourd'hui où si on* ▶

*n'est pas dans la ligne, on est soit un illuminé soit un rétrograde, et je crois que quand on vous dit anarchiste et stalinien, c'est peut-être à la fois être un illuminé et un rétrograde dans leur vocabulaire...*

• **Pierre Carles** : Il faudrait poser la question à Philippe Dana de Canal+ qui est le type qui me traite "d'anarchiste" et de "stalinien". Comme c'est moi qui ait travaillé au montage de ce film, si on a gardé ça, c'est que je pensais que c'était bien de le garder, mais je ne me souvenais pas qu'on avait gardé "stalinien".

• **Anne Morelli** : *Il y a presque de ma part un étonnement de voir que les gens s'étonnent de votre film. Finalement, ici en Belgique, on vous aurait dit «c'est un dysfonctionnement», c'est le mot qu'on utilise sans arrêt. Si la justice ne fonctionne pas, c'est un dysfonctionnement, si les gendarmes tuent des jeunes dans la rue, c'est un dysfonctionnement. Ce qu'il faut sans cesse expliquer, c'est que votre film montre le fonctionnement habituel et qu'il n'y a rien d'exceptionnel dans cela. Maintenant, c'est très exceptionnel de le voir noir sur blanc. Est-ce que ça vous semble quelque chose de si exceptionnel de dire cela ?*

• **Pierre Carles** : Au risque de vous décevoir, j'ai filmé un dysfonctionnement dans le sens suivant : je crois que la censure dont a été victime ce document est une censure de type extraordinaire. Elle est grossière, elle n'est pas très fine. Il aurait été plus malin de laisser passer ce document, ils n'auraient pas provoqué de révolution. Il y a des phénomènes de censure beaucoup plus subtils, pernicieux, insidieux, fins, qui n'apparaissent pas dans le film. L'objet du film n'était pas de faire un travail encyclopédique sur la censure. Ils n'auraient pas dû commettre cette erreur. Il y a des moyens beaucoup plus simples de censurer ou de faire de la propagande pour des idées que ces moyens là.

• **Serge Halimi** : On aurait pu effectivement diffuser ce reportage de vingt minutes enrobé d'une série américaine ou française, d'une émission d'actualité sur les raisons de l'obésité ou sur les pitbulls, tout ça précédé ou suivi par un journal télévisé où on nous aurait parlé de la

météo, des résultats de la bourse ou des prochains matchs de la Coupe du monde de football. L'ordre économique et social n'aurait pas été bouleversé. Ce qui montre bien que lorsqu'il s'agit de l'information, il y a une espèce de paranoïa des détenteurs d'un pouvoir qui n'acceptent absolument pas la transparence qu'ils prétendent imposer aux autres acteurs du champ social. Il y a une véritable loi du silence qui explique d'ailleurs les réactions extrêmement violentes que suscite chaque critique. Ce sont des choses qu'on accepte pas et qu'on assimile à des attaques nominales, à du poujadisme ou à du stalinisme.

• **Anne Morelli** : *Dans votre livre vous parlez de "simulacre démocratique"...*

• **Serge Halimi** : Je crois que ce simulacre se résume en une formule simple : c'est l'exagération de différences minuscules et l'occultation de convergences fondamentales, ce qui correspond au format de la télévision, le format grand débat, qui réunit trois personnes qui sont en général d'accord sur tout ou sur tout ce qui a été important ces dernières années (la guerre du Golf, le traité de Maastricht, les accords du GAT...). Ils sont d'accord là-dessus mais ne le sont pas sur la question des Pitbulls et là, on se dit vraiment «quel débat !».

On a tous les éléments du panel de l'arc-en-ciel démocratique une fois qu'on a admis que tout ceux qui n'étaient pas d'accord sur les questions importantes étaient hors jeu.

Ce n'est pas interdire aux autres de s'exprimer, c'est les tenir en-dehors du débat et laisser s'exprimer des gens qui ne sont pas d'accord sur tout à condition qu'ils soient d'accord sur l'essentiel.



• **Anne Morelli** : *Est-il possible que quelqu'un qui investit dans les médias n'ait pas d'arrière-pensée de s'en servir un jour ?*

• **Serge Halimi** : Les cas que l'on connaît en France, qu'il s'agisse de Bouygues, de la

Générale des Eaux ou de la Lyonnaise des Eaux, ne nous incitent pas à être optimistes. On sait que TF1 est la chaîne de Bouygues et qu'elle sert aux intérêts du bâtisseur de manière parfois caricaturale, par exemple en permettant aux clients de Bouygues de passer au journal de TF1. Récemment, Karl Zéro, que vous avez vu dans ce film, a eu cet aveu confondant en expliquant à propos de son émission Le Vrai Journal de Canal+ : Je peux tout dire mais on m'a dit dès le départ qu'il y a trois sujets qui étaient quand même hors champ : le football, le cinéma et la CGE (la Compagnie Générale des Eaux, actionnaire majoritaire de Canal+).

• **Anne Morelli** : *Ma dernière question sera vraiment celle du professeur de critique historique qui essaie de rendre ses étudiants un petit peu critiques : vous dites dans votre livre : "La lucidité est une forme de résistance". Je suis bien d'accord mais est-ce que c'est suffisant ?*

• **Serge Halimi** : C'est même la dernière phrase du livre. Alors est-ce suffisant ? Non ! Il faut dire aux gens qu'ils ne sont pas des imbéciles, qu'il y a des choses qu'ils n'acceptent pas et qu'ils ont raison de ne pas accepter. C'est la première étape. Il faut savoir ne pas accepter. Après, il faut évidemment s'organiser pour être en mesure de refuser. On a fait du progrès. La situation est à l'heure actuelle beaucoup plus favorable qu'elle ne l'était il y a 10 ans. On a vécu alors des années de plomb, de conformisme idéologique pesant. Maintenant, de nouveaux mouvements existent. Des associations mènent des actions qu'on ne connaissaient pas à l'époque. Le consensus néolibéral est en

train de s'effriter, les politiques néolibérales se poursuivent mais ne bénéficient plus du consentement ou de la résignation de l'opinion qui les accompagnaient il y a quelques années. Ça, c'est une première étape, et on ne passera pas à la deuxième sans l'avoir accomplie. ■

# CONSULTANT... ET CONNAISSEUR !

C'est depuis de très nombreuses années que les journalistes sportifs auraient dû faire le suivi critique, dans le volumineux créneau horaire annuel accordé par les télévisions françaises au Tour de France, du développement des pratiques de dopage.

...

Dans le "Charlie Hebdo" du 29 juillet 1998, Charb note à ce sujet : "...L'expression qui revient le plus souvent (dans cette édition 98 du Tour), c'est le Tour est pourri. Aussi pourri que les crétiens qui le couvrent -dans tous les sens du terme- depuis des années !... C'est drôle d'entendre le journaliste sportif fringué gratos et de pied en cap par de grandes marques de vêtements de sports réclamer plus de morale, de transparence, de contrôles... Les cyclistes ont raison d'en vouloir aux journalistes sportifs. Long-temps complices passifs de leurs tricheries, non seule-

ment les journalistes ne sont pas solidaires des coureurs dans l'adversité, mais ils leur font de la mauvaise publicité en les traquant de la sortie de l'hôtel à l'entrée du bureau du juge. Trop lâche pour dénoncer la mafia du vélo, trop lâche pour assumer ses amitiés et soutenir dealers et dopés, le journaliste sportif est une sous-merde".

Chaque semaine, Charlie Hebdo propose une rubrique originale, "Vu à la télé". Un dessinateur y détaille, avec les portraits des présentateurs et des journalistes vedettes du petit écran, un extrait d'un dialogue apparemment anodin diffusé la semaine précédente.



Pour cette même semaine du 29 juillet 1998, c'est le consultant de France 2 qui est en ligne de mire. Chaque jour, il commente pendant de nombreuses heures le Tour pour France 2. Alors, il n'a même pas le temps de se soulager... Cet ancien coureur a appris à l'éviter, faisant une fixation sur les contrôles d'urine ! Ce trait d'humour permet, comme le souligne Charlie Hebdo, de rappeler que, Bernard Thévenet, le consultant du Service Public France 2, est non seulement vainqueur du Tour en 1975 et 1977 mais il a également "...mis fin à sa carrière en 1979, reconnaissant avoir été dopé pendant trois ans à la cortisone" ! ■



Monsieur C.G. de Waremme nous a envoyé copie de la lettre qu'il a adressée à la RTBF, le 11 juin 1998 : "...En tant que membre des minorités qui considèrent l'engouement footballistique actuel comme une preuve accablante de la dégénérescence d'une société qui préfère payer ses footballeurs que ses chercheurs, je n'admets pas que la RTBF utilise son journal télévisé pour diffuser abondamment (10 à 20 minutes par jour) des reportages sur le mondial.

Vos journalistes nous matraquent chaque jour de reportages qui relèvent plus de l'abrutissement que de l'information. "Donnez au peuple du pain et des jeux"

disaient déjà les Romains...

Libre à vous, bien entendu, de comprendre où sont vos intérêts commerciaux et de consacrer des plages horaires au football mais indépendamment du journal télévisé (ou à la fin de celui-ci, à la limite). Copie de cette lettre est adressée à l'A.T.A..."

## RÉPONSE

Michel Konen, le Chef de Rédaction du Journal Télévisé de la RTBF répond rapidement. Le 22 juin 1998, il écrit : "...J'ai bien reçu votre lettre du 11 juin 1998. Elle a retenu toute mon attention. Je prends bonne note de vos remarques. Je vous prie de croire, Monsieur, en l'expression de mes sentiments distingués".

## COMMENTAIRE DE C.G.

Envoyant à l'A.T.A. une copie de la réponse de Michel Konen, C.G. de Waremme nous commente,

le 24 juin 1998, ainsi cette lettre : "...Ce courrier était adressé au Directeur de l'information, RTBF, Boulevard Reyers. Je constate qu'il est arrivé à bon port. Même s'il n'est pas particulièrement loquace, Monsieur Konen a le mérite de m'avoir répondu rapidement.

En ce qui concerne maintenant les reproches émis envers le journal télévisé, je peux constater que le football ne fait plus les premiers titres et occupe en milieu de journal un temps "raisonnable". Je pense qu'il serait déraisonnable d'en demander plus à la RTBF sans débattre plus en profondeur de l'origine profonde de la "footballmania".

J'ai également apprécié le clin d'œil de Fabienne Vandemeersch qui, le soir d'un match de l'équipe belge a dit à peu près : "Oui, ce soir, un match important. Qui joue déjà ?... Ah oui, Belgique contre..." ■

## Permissif...

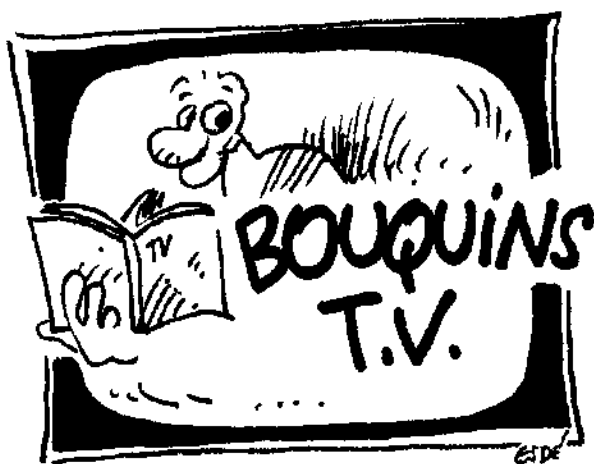
Voici un extrait d'une déclaration du Parlementaire socialiste Jean-François Istasse qui ne plaira pas aux téléspectateurs qui n'apprécient pas la présence de la publicité à la RTBF. Il s'agit d'une intervention faite au Parlement de la Communauté Française.

Objectif : trouver des issues à la crise financière de la RTBF. Le Parlementaire revient sur le litige qui oppose la RTBF "...à RTL TVi sur la question du respect des conditions de contrat de gestion en cas d'interruption des séries américaines par une page de publicité. Ces interruptions permettraient un renforce-

ment des rentrées publicitaires à concurrence de 50 millions... D'autant plus que ces séries sont d'emblée conçues pour être coupées par des messages publicitaires ! Peut-être pourrait-on relire les interdictions figurant dans le contrat de gestion dans un sens plus permissif..." ■



# CES MÉDIAMENSO



## Poker menteur

Les grandes puissances, la Yougoslavie

et les prochaines guerres

**DE MICHEL COLLON**

Editions EPO

Après "Attention, médias !" (1), qui dénonçait la "désinformation" dont l'opinion publique fut victime pendant et après la guerre du Golfe, aujourd'hui, Michel Collon nous livre un nouveau "test médias", intitulé "Poker menteur", concernant la guerre de Yougoslavie.

•••

Constat : les mensonges et la désinformation sont toujours au programme des principaux médias occidentaux. Mensonges concernant les faits matériels les plus importants, mensonges concernant les enjeux réels du conflit... apparemment, certains journalistes n'ont pas voulu retenir la leçon. Outre le fait qu'on nous manipule, le plus horrible est que cette désinformation est probablement responsable de la mort de nombreuses personnes.

La lecture de "Poker menteur" nous permet, entre autres, de mieux comprendre cette guerre soi-disant incompréhensible, le but de cette désinformation et les véritables intérêts des grandes puissances.

"Poker menteur" : près de 400 pages grand format qui nous donnent les clés de lecture indispensables au décodage et à la compréhension du traitement de l'information durant la guerre de Yougoslavie.

La rédaction de "Comment Téléze-Vous ?" a rencontré Michel Collon. Compte-rendu...

• A.T.A. : *Quels sont les médiamensonges principaux que vous dénoncez ?*

• Michel Collon : La présen-

tation médiatique occidentale de la guerre de Yougoslavie a été : les Serbes sont les agresseurs, les Croates et les "Musulmans" sont les victimes (mythe des envahisseurs).

En réalité, on nous a caché que la Yougoslavie était le pays le plus multinational d'Europe, impossible à partager. Le partager était aussi absurde que découper Bruxelles en communes flamandes, arabes, espagnoles... Cela devait mener à la guerre civile, à des déportations et des massacres. La Bosnie, par exemple, était la république la plus mélangée avec 44% de "Musulmans", 31% de Serbes, 17% de Croates et de nombreux "Yougoslaves" issus de mariages mixtes ou refusant d'être classés selon ces étiquettes.

On nous a fait croire que les Serbes étaient des agresseurs extérieurs. En réalité, ils vivaient en Bosnie depuis des siècles. Ce sont des Bosniaques. Ne pas expliquer cette réalité au public est un médiamensonge par le silence. Le général Briquemont, commandant des forces de l'ONU en Bosnie de juillet 93 à janvier 94, l'avait reconnu à l'époque : "La désinformation est totale (...) La télévision a besoin d'un bouc émissaire. (...) Il y a unanimité pour condamner les Serbes, et cela ne facilite pas la recherche d'une solution".

En 1992, 1994 et 1995, les images de massacres à Sarajevo ont joué un rôle décisif dans la manipulation de l'opinion publique. Les médias ont accusé les Serbes à tort, sans vérifier. Cela a permis de démoniser les Serbes qui résistaient à l'éclatement du pays et d'angéliser les nationalistes croates —des néo-fascistes en réalité— et les nationalistes musulmans. Itzebegovic, pré-

senté comme un grand démocrate antiraciste, est en fait un intégriste fanatique et un belliciste, mon livre en apporte les preuves. Cela a surtout permis de justifier l'intervention de l'Otan qui désirait depuis longtemps s'installer dans les Balkans.

Quelque temps après, il fut prouvé que les Serbes n'étaient pas les auteurs de ces massacres. Mais le mal était fait : les Serbes étaient démonisés. On sait que les démentis n'ont aucune efficacité, que c'est la première affirmation qui compte.

• *Comme pour la guerre du Golfe, vous dénoncez aussi le rôle joué par une agence en communication. Quel fut-il ?*

• La plupart des médiamensonges qu'on peut découvrir dans "Poker menteur" ont été fabriqués par une agence américaine de relations publiques Ruder Finn. Cette dernière a, entre autres, fabriqué les images de victimes et de démocrates des régimes d'Itzebegovic et de Tudjman.

Les images ont joué un rôle fondamental pour mobiliser et déformer l'opinion publique. On a montré les souffrances des uns en nous cachant celles des autres.

Pourtant, à l'instar de toutes les guerres, "toutes les parties se livraient à des atrocités et à des viols" (2).

Les médias n'ont fait que relayer —volontairement ou involontairement— la stratégie des gouvernements occidentaux.

Les journalistes qui ont menti sur ces massacres sont responsables. Ce n'est plus une simple question de qualité de l'information, ce sont des médiamensonges qui tuent. Des gens sont morts à cause d'eux.

Au cours de l'été 1992, des images spectaculaires d'un camp serbe, présenté comme un camp d'extermination, ont été diffusées. Or c'était un camp regroupant des réfugiés qui n'étaient pas enfermés ! Je peux le prouver par les images de l'époque. J'ai proposé à plusieurs télévisions belges et françaises de démontrer qu'il s'agissait d'un énorme médiamensonge. Pas de réponse à ce jour. En réalité, à l'époque, l'ONU avait identifié 9 camps dont 6 croates, 2 serbes et 1 "musulman". Mais on nous a montré seulement les camps d'une partie.

Ces images ont permis la démonisation d'un peuple. On a toujours dit "les

# NGES QUI TUENT...

Serbes” mais, pour être précis, il faut parler des nationalistes serbes. Ce n’est pas tout le peuple serbe qui a voulu la guerre, mais seulement les extrémistes.

• *Quelle fut la stratégie des gouvernements occidentaux ? Que représente la Yougoslavie pour l’Europe et les Etats-Unis ?*

• Constituant la principale route terrestre de l’Europe vers le Moyen-Orient, la Yougoslavie fut la victime d’une stratégie délibérée et préméditée d’éclatement. L’Allemagne voulait renforcer sa domination politique et économique sur la région. La région des Balkans est un endroit stratégique pour l’accès au pétrole et au gaz du Moyen-Orient et de l’ex-URSS.

La solution choisie fut de remplacer la Yougoslavie par une série de petits états faibles et dépendants, et pour ce faire, il fallait pousser à l’indépendance, livrer des armes, aider les nationalistes...

Les Allemands sont même parvenus à rallier à leur cause la plupart des autres pays de l’Europe. En décembre 1991, au sommet européen à Maastricht, onze pays sur douze s’opposaient à l’éclatement de la Yougoslavie. Après quelques heures de discussion, la position de Bonn fut adoptée. Mitterrand avait obtenu le soutien de la Bundesbank au franc français face à la spéculation internationale et Major, le droit de ne pas signer le “volet social” de Maastricht.

Derrière cette guerre il y a surtout une rivalité entre superpuissances. Les Etats-Unis désirent affirmer leur suprématie de l’OTAN en Europe, contrôler l’approvisionnement en énergie de l’Europe et empêcher, entre autres, l’Allemagne de devenir trop puissante. Le contrôle des Balkans est l’enjeu le plus profond des crises et des guerres de toute cette période. ■

(1) Michel Collon, “Attention, médias ! Les médiamensonges du Golfe”, EPO, Belgique, 1992.

(2) Gilles Perrault.

Editions EPO  
Rue Houzeau de Lehaie, 20A  
1080 Bruxelles

Prix de “Poker menteur” lorsqu’il est commandé directement à l’éditeur : 1.198 FB.

## Un certain silence

• *A.T.A. : Quelles furent les réactions des médias après la parution de “Attention, médias !” ?*

• Michel Collon : “Attention, médias !” a eu beaucoup d’impact au niveau du public. Mais, malgré cela, malgré les milliers d’exemplaires vendus, la centaine de conférences, débats, les nombreuses formations dispensées, il y a eu un blocus au niveau des principaux médias comme Le Monde... De nombreux journalistes de la RTBF en ont parlé, mais le Journal Télévisé a refusé.

Ce fut le règne de la censure totale exercée par les grands médias. J’estime que le public doit savoir qu’on lui cache les critiques gênantes.

Le seul passage en télévision a été à “Intérieur nuit” (RTBF) où, suite à des pressions de coulisses, mon interview fut descendue en flammes par un “expert” sans que je puisse répondre.

A l’époque, le rédacteur en chef du Soir, M.Duplat, a même refusé la participation de son équipe à toute manifestation liée à la publication du livre (voir encadré).

• *Pourtant, aujourd’hui, 6 ans après, René Haquin, journaliste au Soir, reconnaît que “lors de la guerre du Golfe, il était très mal vu de mettre les Occidentaux en cause”, que les journalistes étaient “tenus de participer à l’effort de guerre” (1). Et aujourd’hui, comment se comportent les médias face à votre nouvelle œuvre ?*

• Concernant “Poker menteur”, les réactions du public et de nombreuses personnalités sont également très favorables. Plusieurs médias ont publié des interviews ou comptes-rendus. En Belgique : Téléoustique, Le Matin, La Meuse, La Nouvelle Gazette, La Libre Belgique, Demain Le Monde, Solidaire, Espaces de Libertés, Avancées, Morale Laïque... En France : Canal+, Zoo, Figaro Magazine, Limes. Et sans doute quelques autres...

Plusieurs journalistes de la RTBF en ont parlé. En radio. Mais pas les émissions, disons “stratégiques” (journaux parlés et télévisés). Ni aucune TV française. Ni Le Monde. Libération a censuré une journaliste qui voulait m’interviewer. Tous ces gens

refusent un débat sur la qualité de l’information qu’ils ont donnée. Le public n’a pas le droit de juger lui-même comment il a été informé.

Ils ne veulent pas que le public sache et remette en question la façon dont ils sont informés. Ils ne veulent pas d’un débat sur la qualité de l’information donnée.

• *Quels sont vos rapports avec la RTBF ?*

• J’entretiens de très bon rapport avec plusieurs journalistes. Mais, par contre, avec d’autres... Paul Germain, par exemple, avait organisé un débat à L’Ecran Témoin sur base du film “Underground”, mais il m’a interdit d’y participer parce que dans “Attention, médias !” j’avais critiqué certains journalistes du JT et la façon dont l’information avait été donnée durant la guerre du Golfe. De plus, il s’est arrogé le droit de me censurer à cause de mes opinions politiques qui ne lui plaisent pas (NDLR : Michel Collon collabore à Solidaire, hebdomadaire du PTB).

J’ai commis deux “péchés” : je critique les médias et je suis “trop à gauche”.

J’ai aussi écrit et envoyé le livre à Christian Druitte. Ce dernier m’a répondu qu’il l’avait transmis à Jean-Claude Defossé (NDLR : pas de chance puisque son émission d’analyse des médias est passée à la trappe).

Puisque les téléspectateurs ont été informés par le JT, il faudrait aussi dans le cadre du JT lancer le débat sur la question de la façon dont on est informé et comment se défendre face à la désinformation. Reconnaissons qu’il n’est pas facile pour un journaliste qui doit travailler vite, de détecter les mises en scènes et les manipulations organisées par des agences en communication.

Mais veut-on que le public puisse se défendre face à la désinformation ?

Je pense que l’ATA devrait organiser un débat public entre les journalistes qui ont traité quotidiennement cette actualité, moi-même et d’autres, sur l’analyse des problèmes liés à la désinformation et sur la question de savoir si le public a le droit d’être informé de cette désinformation. ■

(1) Cité par J-B Mondry, Liberté journalistique ?, dans Le Contre-Pied, mai 1998, Bruxelles.

## «Attention, médias!» vu positivement...

### FRANCE

**Nouvel Afrique Asie:** «Réflexion sur le conditionnement de l'opinion en période de crise, et au-delà, sur les menaces qui pèsent sur le fonctionnement même des démocraties modernes.»

**L'Humanité:** «Livre très instructif. Travail considérable. Démonstration avec un maximum de clarté.»

**Entrevue:** «Véritable manuel pratique d'anti-manipulation.»

**Politis:** «Démonstration magistrale de la propagande des médias et de la façon dont elle a servi les intérêts américains dans cette guerre. Outil de travail aussi bien pour les journalistes que pour les consommateurs de médias.»

**Alerte:** «Une impressionnante documentation fait revivre les médiamensonges d'une façon particulièrement efficace.»

**Silence:** «L'auteur n'a pas supporté d'être pris pour un imbécile. A lire, à faire lire et à conserver sous le coude.»

### SUISSE

**Courrier de Genève:** «Analyse globale du système médiatique. Avec ce livre, vous serez mieux armés face aux médias.»

**Village Alternatif:** «Démontre les principes de fonctionnement de la désinformation.»

Autres couvertures et interviews (selon les informations dont nous disposons):

**En France:** Radio Monte-Carlo, France-Culture, TSF Paris, Noir et Rouge, Réalités de l'Écologie, Humanité Dimanche, Révolution, Envers des médias, Cahiers du Communisme, Ruptures, Non-violence actualité, Actuel.

**En Suisse:** Téléjournal Suisse romande, Radio Suisse romande (Après midoux, Forum), Courrier de Genève, L'Hebdo, Village alternatif.

### BELGIQUE

**Gérard de Setys, RTBF:** «Rien n'a jamais été fait de comparable. Un remarquable ouvrage de référence. Un outil pédagogique essentiel.»

**Jean Jacques Jaspers, RTBF:** «Ce livre devrait figurer dans la bibliographie de toutes les écoles de journalisme. J'en parlerai à mon cours. Mais à force de vouloir dénoncer la démonstration, on fait de l'angélisation.»

**La Cité:** «Digne de figurer dans la bibliothèque de ceux qui décident de ne pas mourir idiots.»

**La Libre Belgique:** «Met opportunément en lumière des mécanismes de sélection de l'information. Monument de... parti pris. Intéressant et... manipulateur.»

**Le Journal - Le Peuple:** «Très courageux, mais un tantinet caricatural et manichéen.»

**La Wallonie:** «A recommander à quiconque pratique le journalisme, l'étudie, ou suit simplement l'information.»

**Het Belang van Limburg:** «On pourrait parfaitement employer ce "manuel anti-manipulation" dans l'enseignement pour des cours sur les médias.»

**En Marche:** «Beaucoup plus qu'une méthode d'analyse critique. Une approche de la fonction politique de cette nouvelle forme d'endoctrinement.»

**Revue nouvelle:** «Minutieux démontage-réquisitoire de l'info.»

**En Belgique:** RTBF radio (Micromédia, Préférences, Liège-Soir, Liège-Université, Café liégeois, Liège-Matin, Résonances, Rétroactif...). RTBF TV (Intérieur Nuit), Télé Mons Borinage, Télémoostique, Le Ligueur, Contradictions, Solidaire, Morale Laïque, Espaces de liberté, Radio Al Watan, Radio El Wafa.

A cette liste, il faut ajouter de nombreux bulletins de comités de base et des médias de pays arabes qui n'ont pu être recensés complètement.

**Gilles Perrault (France):** «Livre superbe, intelligent, convaincant, qu'on devrait mettre au programme de toutes les écoles de journalisme. Je croyais en connaître un bout sur le sujet, mais vous m'avez révélé beaucoup de choses. La réalité dépasse tout ce que j'imaginai!»

**René Dumont (France):** «Un livre magnifique et tout à fait original.»

**Ramsey Clark (USA):** «Cette œuvre fascinante montre comment les principaux médias, par l'exclusion, la sélection et la manipulation, privent le public de l'information indispensable pour établir ses jugements politiques fondamentaux. Ceux qui liront "Attention, médias" comprendront comment ils ont été trompés et ce qu'ils doivent faire pour trouver la vérité et se libérer.»

**Mahdi Elmandjra, Maroc:** «Rigueur et minutie au niveau de la recherche et de l'analyse. Honore le journalisme et revalorise ses dimensions éthiques et humanistes.»

**Noam Chomsky (USA):** «L'analyse critique du produit médiatique révèle que ce n'est pas une mince affaire de surmonter les distorsions introduites par le pouvoir et la doctrine. Le livre de Michel Collon est un guide instructif et de valeur dans cette recherche.»

**Nawal El Saadawi (Égypte):** «Ce livre devrait être étudié par de nombreuses personnes dans le monde entier afin qu'elles sachent comment les médias cachent les faits et déforment les réalités.»

**Jean Ziegler (Suisse):** «Votre livre est superbe! Votre courage m'impressionne. Merci!»

**Pierre Mertens (Belgique):** «Formidable travail. C'est vraiment le livre qui nous manquait encore et si d'aucuns le boycottent c'est qu'ils n'ont aucun argument à évoquer pour y répondre.»

**Cees Hamelink, président de l'Association Internationale des Etudes et Recherches sur l'Information:** «Livre remarquable qui mérite un large public.»

## «Attention, médias!» vu négativement...

Comment ils ont informé leur public de nos critiques...

**TF1**

**2**  
Les Médias

**Le Monde**

**Libération**

**JT RTBF**

**LE SOIR**

**RTL101**

Pas un mot

**LE SOIR**  
LE REDACTEUR EN CHEF

29 avril 1992

Aux éditions EPO

Madame,

Nous avons bien reçu votre invitation à participer à la conférence de présentation du livre consacré à la couverture de la guerre du Golfe. Nous croyons ne pas devoir accepter cette proposition, car tout le livre met en cause des journaux comme "Le Monde" et surtout "Le Soir", d'une manière si outrancière qu'elle en devient caricaturale.

Nous estimons, non seulement, que ce livre nuit fortement et à tort à notre journal, mais aussi qu'il s'agit d'une sorte de tribunal qui nous juge par d'avance. Or, à la lecture du livre, il apparaît clairement que ce que vous reprochez à l'ensemble de la presse occidentale (ou presque) est pratiqué, bien davantage, dans ce livre: des citations extraites de leur contexte; des extraits de phrases qui confortent la démonstration du livre sans que le reste du texte qui allait en sens inverse soit reproduit; des affirmations fausses, etc.

Des journaux comme "Le Monde" et "Libération" n'ont pas pris d'autre voie que nous. Pour le reste, nous avons tenté de donner le maximum d'informations avec le maximum d'objectivité, et contrairement à ce que vous dites, nous avons aussi donné la parole aux adversaires de la guerre (nous croyons être le seul journal à avoir, en plus d'une couverture qui évoquait tous les problèmes et tous les points de vue, donné la parole, en 2ème page, à un grand nombre d'adversaires acharnés de l'intervention militaire).

(...) Nous nous demandons pourquoi votre livre s'est spécialement consacré à démonter nos articles, alors que l'ensemble de la presse occidentale avait adopté, globalement, le même type de couverture. (...)

Nous vous prions instamment de faire état de ces considérations, si vous devez évoquer notre refus de participer à votre conférence du 5 mai ou à toute autre manifestation liée à la publication de ce livre.

● Non, il était prévu un temps de parole égal pour les quatre orateurs: deux journalistes des médias dominants (RTBF et Le Soir) et deux auteurs critiquant ces médias.

● Si «Attention, médias!» commet vraiment de telles fautes, pourquoi *Le Soir* n'a-t-il jamais essayé de le prouver concrètement? Pourquoi a-t-il fui le débat? Parce qu'il ne croyait pas lui-même en ses arguments?

● Nous répondions déjà à cet argument en page 186: les tribunes libres, c'est très bien, mais elles n'ont guère de poids face à la manière déformée dont "les faits" sont présentés au public. A la limite, elles servent d'alibi.

● «Faut pas nous critiquer, les autres ont fait pareil.» L'argument est faible et contredit le bon bulletin que *Le Soir* s'attribue plus haut. A la première page d'«Attention, médias!», nous avons expliqué que *Le Soir* et *Le Monde* avaient été choisis parce qu'ils «sont considérés comme des modèles de presse de qualité».

● Effectivement, les journalistes du *Soir* esquiveront tout débat auquel on les invitera. Le public n'a-t-il pas le droit de leur réclamer des comptes?

Le 11 août, après un silence de trois mois, et suite à des lettres de lecteurs, *Le Soir* publie 22 petites lignes de Baudouin Loos sur «Attention, médias!», noyées dans un autre article: «(Collon) curieusement, utilise avec un grand stupéfiant (sic) les mêmes procédés grossiers - amalgames, omissions, etc. - qu'il reproche aux médias!» De ceci, Loos ne fournit aucun exemple, ni aucune preuve. Pas une phrase ne donne la parole au livre, ni ne permet de deviner nos arguments. Nous adressons une réponse à cet article... stupéfiant, mais *Le Soir* refuse de la publier.

Ci-dessus, reproduction des pages 280 et 281 du post-scriptum publié en annexe de la troisième édition de «Attention médias!» de Michel Collon.

# Horreur de rendre des comptes !

*“Attention, médias !” s’est vendu à plus de 5.000 exemplaires, ce qui est impressionnant pour un livre belge de réflexion sur le fonctionnement des médias. Michel Collon a profité d’une des rééditions de ce livre pour insérer une annexe qui décrit notamment comment les médias ont présenté ou commenté son ouvrage.*

Pour ce faire, il a fait... ce que ne font jamais les auteurs de livres ! Il a envoyé un questionnaire aux journalistes à qui il avait envoyé un livre en service de presse pour découvrir, par exemple, les raisons pour lesquelles ils se sont abstenus de signaler cette parution à leur public.

Recevant ce questionnaire pour le moins original, l’hebdomadaire français de qualité Télérama qui n’avait pas annoncé la parution du livre a, dans un petit article, sans dire un seul mot à ses lecteurs du contenu du livre, traité Michel Collon de “Saddam de papier”...

## **INTÉRIEUR NUIT**

Il est également curieux de constater que “Attention, médias !”, qui analyse le traitement de l’info politique, n’a pas été présenté, sur les chaînes de télévision de la RTBF, dans une émission d’information mais bien dans une émission culturelle : “Intérieur Nuit”.

Ce magazine, souvent d’excellente tenue qui présente des initiatives culturelles, s’est senti obligé de faire exception dans sa manière de procéder. Il a inclus les réactions de Gabriel Thoveron aux déclarations de Michel Collon, sans que ce dernier n’ait la possibilité de réagir. Il y avait visiblement volonté au montage de décrédibiliser complètement les propos de Michel Collon. L’auteur de “Attention, médias !”, au moment de son interview, n’avait pas été mis au courant de cet autre entretien qui viendrait brouiller son propos ! Là, s’affronte, à la liberté journalistique, le droit pour un intellectuel à être respecté.

Il est quand même très bizarre de constater que certains auteurs peuvent librement présenter leur livre et que d’autres sont toujours mis en situation de contradiction. C’est l’une des raisons pour laquelle un Serge Hamili, l’auteur des “Nouveaux chiens de garde”, en France, hésite tellement à donner des interviews en télévision.

Vraiment, les médias n’aiment guère ceux qui les remettent en question, même de façon positive !

## **FRANÇOISE VANDEMORTEEL**

A propos de la Guerre du Golfe, voici deux autres exemples fort significatifs.

La RTBF a eu, en janvier 1993, le courage de présenter dans son magazine “Plein Cadre”, à une heure de très forte écoute, le reportage canadien “Vendre une guerre”. Cette émission exemplaire démontrait notamment que le fait que pendant la guerre du Golfe, des bébés aient été massacrés ou retirés de leurs incubateurs, était une pure fiction et que les témoignages avaient été inventés et mis en scène par une agence américaine de communication.

C’est Françoise Vandemorteel qui présenta ainsi en voix off ce reportage : «Vendre une guerre : une enquête stupéfiante qui rend ses lettres de noblesse au travail DES journalistes et accable de honte les politiques et les manipulateurs qui nous ont trompé»... Quelle étonnante réhabilitation DES journalistes grâce à un reportage réalisé par quelques journalistes pas nécessairement représentatifs de leur profession ! Le renvoi aux politiques est également remarquable...

## **DÉMAGO-POUJADISTE !**

Et savez-vous comment Jean-Paul Colette, dans Le Soir du 5 janvier 1993, a présenté cette diffusion de “Vendre une guerre” ? “...Il est de bon ton, depuis 2 ans, dans certains milieux de souligner la désinformation passive, voire la manipulation consciente dont les médias occidentaux se seraient rendus coupables face à la crise et à la guerre du Golfe, de la plus puissante chaîne américaine au plus modeste quotidien belge. Ce véritable LIEU COMMUN de la nouvelle vague DÉMAGO-POUJADISTE a même permis D’INSTALLER chez beaucoup la conviction de la non crédibilité de la presse qui était enfin démontrée”.

Il est grand temps que de nombreuses associations de téléspectateurs, d’auditeurs et de lecteurs de journaux se développent afin que les médias soient davantage obligés de respecter leurs (trop souvent théoriques) codes de déontologie et, en cas de manquement, de s’excuser et rétablir la réalité non pas dans des émissions culturelles mais bien dans le créneau où la faute (ou l’erreur) a été commise. ■



*Ce numéro de “Comment Téléze-Vous ?” a été écrit, mis en page et envoyé par un collectif de bénévoles :*

Paula Bouchez,  
Benoit Goossens,  
Véronique Hariga,  
Bernard Hennebert,  
Marine Jacobs,  
Gloria Kellner,  
Gilles Lenoble,  
Nicole Mertens,  
Pierre Ravach,  
Patrick Sénéart.

Les illustrations sont réalisées par Esdé.

## *L.A.T.A., c’est quoi ?*

Née le 6 janvier 1994, l’A.T.A. est une ASBL pluraliste qui a pour objectif la promotion d’une évolution humaniste du paysage audiovisuel. Sa maxime est : “informer pour agir”.

## *Comment devient-on membre ?*

L’A.T.A. n’est pas subsidiée. Ses activités sont financées par ses membres. “Comment Téléze-Vous ?” est l’organe mensuel de liaison des membres de l’A.T.A. Les membres sont également invités à participer à d’autres activités de l’association. Ainsi, l’année dernière, ils ont pu assister gratuitement à des projections privées de “Pas vu à la télé” de Pierre Carles (censuré en France par CANAL+) ou “Le Jeu de la Vérité” de Patrick Sabatier avec Chantal Goya (interdit de rediffusion), etc.

La cotisation des membres est fixée à 1200 FB/an (600 FB/an pour les étudiants et les chômeurs, prière de joindre une preuve photocopiée à l’appui). La majorité de nos membres ouvrent un ordre permanent de 100 FB/mois. Sur simple demande, nous pouvons vous envoyer un bulletin à cet effet qu’il vous suffira de remplir et de transmettre à votre banque. Vous ne voulez pas devenir membre de l’A.T.A. mais vous désirez seulement vous abonner pendant un an à “Comment Téléze-Vous ?”... Cela vous coûtera 2.000 FB/an. Le compte de l’A.T.A. ASBL (Rue Américaine, 106 à 1050 Bruxelles) est le 001-0837560-41.

## **A.T.A. ASBL**

Pour toute demande d’information : exclusivement par écrit sans omettre d’y inclure vos coordonnées et un timbre à 17 FB pour la réponse. Merci d’avance.

*Rue Américaine, 106  
1050 Bruxelles*

Internet : <http://ata.qwentes.be>  
E-mail : [ata@qwentes.be](mailto:ata@qwentes.be)

# SCHTROUMPFÉ !

*Mauvaise nouvelle : l'émission quotidienne des consommateurs, déjà trop brève, "Cartes sur table", va encore être rabotée pour se retrouver réduite à 8 minutes dans la nouvelle grille 1998-1999 de la RTBF !*



La durée, c'est un élément très important dans la gestion de la télévision. Nous allons reproduire ici, une déclaration que nous avons déjà

citée naguère dans "Comment Téléze-Vous?". Elle est extraite d'une interview accordée au quotidien Libération par Philippe Val, le rédacteur en chef de Char-

lie Hebdo qui, à l'issue de l'enregistrement de l'émission de Dechavanne, "Comme un lundi" (thème : trop de sexe ou trop de morale ?) se fit fracturer la mâchoire par deux forcenés partisans de "trop de sexe"...

"La télévision n'est pas démocratique parce qu'à la télé, le droit, c'est du temps. Or, elle n'a pas le temps. J'ignore ce qui est subversif en télé, mais je sais qu'on ne peut dire des choses intéressantes qu'avec du temps. Les gens d'extrême droite, pour exprimer leur pensée, n'ont besoin que de quatre mots : "Non à l'avortement", "A bas les arabes", "Vive la peine de mort". Nous, pour expliquer que cela mène à la barbarie, on est obligés d'élaborer une pensée. C'est long, et donc, nous sommes de mauvais clients pour la télévision... Telle que la grammaire télévisuelle s'est élaborée au cours de ces dix dernières années, elle n'est adaptée qu'à un discours d'extrême droite, c'est-à-dire à une pensée fragmentaire qui ne se formule qu'à l'aide de slogans et de clichés - bref, un métalangage. Ils ont retenu les leçons de la pub". ■

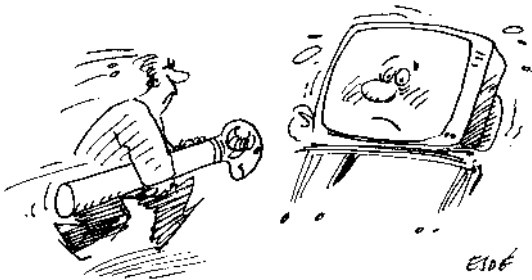
## LES MIDIS DE L'AUDIOVISUEL

La 27ème séance des "Midis de l'audiovisuel" se déroulera le

*mercredi 23 septembre*  
de 12H30 à 14H,

au Forum de la Fnac Bruxelles  
à City 2, Rue Neuve.

### CONTRE LA TÉLÉ



L'Association des Téléspectateurs Actifs s'entretient avec Pierre Marcelle, journaliste à Libération.

Pierre Marcelle vient de publier chez Verdier "Contre la télé", un livre où il relate sa condition parfois solitaire, souvent aventureuse, de chroniqueur TV.

Deux années durant, pour le quotidien français Libération, il écrivait chaque jour des articles critiques sur sa vision des programmes diffusés la veille par les télévisions.

Jacques Pradel (TF1) a perdu le procès qu'il lui a intenté après avoir cru pouvoir identifier 6 injures et 6 diffamations dans l'un de ses articles...

Egalement remise en question, Mireille Dumas (France 2), à coup de citations apocryphes, fit croire aux auditeurs de France Inter et aux téléspectateurs de Canal+ que Libération la critiquait sous un prétexte antisémite !

Beaucoup de monde craint de critiquer la télé car on pourrait, un jour, en avoir besoin... C'est le cas de certains éditeurs de livre !

Ainsi, Payot, qui aurait dû publier ce "Contre la télé", s'est ravisé pour "...ne pas contrarier certaine personnalité télévisuelle animatrice d'une émission traitant de livres, doublé de sa crainte de voir exercées contre sa maison (d'édition) des représailles en forme de boycottage". S'agit-il de Bernard Pivot ?

### ET UNE SEMAINE PLUS TARD...

Pour la 28ème séance, le mercredi 30 septembre 1998 à 12H30, l'Association des Téléspectateurs Actifs s'entretient avec Henry Ingberg, Administrateur Général de la Communauté Française. Il maîtrise parfaitement une connaissance fort détaillée des enjeux et de l'évolution du paysage audiovisuel de la Communauté française.

Nous l'interrogerons sur l'imminence de l'arrivée de la signalétique anti-violence sur nos chaînes, sur la pertinence des programmes culturels ou d'éducation permanente de la RTBF, etc.



### CASSE-CROUTE GRATUIT

L'entrée est gratuite et une collation sera offerte aux personnes qui annonceront leur venue au plus tard la veille de l'activité, au 02/ 209 22 27.

### Sponsoring institutionnel

Voici un bel exemple qui prouve que le sponsor influence le contenu de l'émission qu'il patronne. Lu dans Télépro, le 9 juillet 1998 : Hadjah Lahbib s'exprime à propos de "Dunia" dont elle assure la présentation. "...Pour Dunia, nous travaillons avec l'Administration générale de la coopération au développement (AGCD). De ce fait, nos choix sont limités aux pays dont s'occupe l'AGCD. Un regret : je suis d'origine algérienne et un sujet sur l'Algérie me plairait énormément. Mais l'AGCD n'y est pas présente. Donc, ce n'est pas envisageable". ■